

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIÉ

PRIX: 0,60 F

N° 132 - 19 Janvier 1963

**LE CASSE-TÊTE  
DU « FRANC-1963 »**

( Page 8 )

**NEYRPIC : une  
bataille importante**

( Pages 6-7 )

## LE NATIONALISME GAULLISTE

### contre la détente internationale



(A.D.P.)

C'est une tradition de la V<sup>e</sup> République : les membres du gouvernement viennent aux conférences de presse de de Gaulle pour être informés sur « leur » politique. Comme on voit, ils font preuve de la plus grande attention.

**De Gaulle  
a confirmé  
son hostilité à  
l'entrée de la  
Grande-Breta-  
gne au Marché  
commun.**

**Il préfère le  
tête-à-tête  
franco-allemand**

**Mais il a escamoté  
tous les problèmes  
économiques et  
sociaux et affirme  
la réussite de son  
régime dans ces  
domaines.**

**L'ESPAGNE  
anticommuniste  
veut rentrer  
à l'OTAN**

(Page 5)

**1963 : encore une année  
de lutte pour les étudiants**

**Un point particulièrement  
chaud : PARIS-DROIT**

(Page 9)

(Pages 3 et 4)

La « pelote »

À la caserne Molitor; à Nancy, un adjudant-chef de l'armée de terre a été mis aux arrêts de rigueur, puis muté par mesure disciplinaire.

Motif : avait condamné deux tólaris à la « pelote ». La « pelote » consiste à tourner, avec un sac de pierres sur le dos, selon un cercle dont l'adjudant-chef occupait le centre. Des coups de pied relevaient le moral du défallant.

Cette brimade, interdite par le règlement et aussi par le bon sens, avait donné lieu à une plainte des soldats du contingent.

Un journal local avait rapporté les faits.

Une enquête de la Sécurité militaire les reconnut.

Ces brimades montrent que « l'affaire de la caserne Niel » n'a pas réussi à renforcer le contrôle de l'encadrement par les commandements supérieurs de chaque unité.

Elle montre, par contre, que l'attitude du contingent est efficace, surtout lorsqu'elle est soulignée par la presse locale.

« L'affaire de la caserne Molitor » est donc à retenir.

Art de droite  
Art de gauche

« LA Force de Frappe », que Lorjou a exposée au Moulin-Rouge, est un chef-d'œuvre de la peinture « de gauche ». Il faut être « de gauche » pour comprendre la dialectique du thème représenté par une couleur extraordinaire, et pour être emporté par le lyrisme intellectuel qui a présidé à l'élaboration de ce thème. Il faut être « de gauche » pour s'enthousiasmer de voir représenter en peinture l'objet de la campagne électorale ou de manifestations. La femme qui s'écroule en enfantant un enfant vert de mort atteint un lyrisme surhumain. Pour un spectateur « de droite », tout cela est révolutionnaire par la couleur et non par l'idée qu'il ne comprend pas. Voilà la limite de l'art, dit engagé. Lorjou satisfait le militant de gauche. Il le magnifie. Au même titre que Bernard Buffet satisfait l'apolitique de droite, en magnifiant sa hantise du péril rouge par la peinture de figures désespérées ou plus objectivement : en peignant une nature morte ou un bulletin de vote OUI se balance avec un NON, devant trois flacons d'alcool vides. Elle a été peinte en 1962 et la galerie David et Garnier l'expose actuellement. Buffet et Poujade, Lorjou et Thorez : ce sont deux formes d'art qui doivent leur succès au goût qu'ont éprouvé, en France, deux « familles d'idées » à exorciser leurs hantises : la gauche, celle d'être trop faible, d'où sa virulence. La droite, celle de paraître trop forte, d'où sa tristesse.

Confort et bourgeois

« LA plus grave aliénation, c'est de condamner les gens à la consommation et de privilégier cette consommation au détriment du reste. Tout ça, d'ailleurs, parce que les biens essentiels à notre société, c'est-à-dire des villes équilibrées, des loisirs humanisants, des espaces verts et du soleil, ces biens, il faut les payer très cher, alors qu'ils devraient être à la disposition de tout le monde... ainsi la voiture qui est le seul moyen d'évasion que l'on puisse offrir à des gens qui sont dans un petit logement », écrit Roger Jacques,

dans le numéro 8 — décembre 62 — de « Citoyen 60 ».

C'est là une attitude « réformiste », devant le problème du confort.

Un « révolutionnaire » parlerait comme suit :

« C'est le bourgeois qui a établi que les éléments du confort, de l'équilibre : la voiture, les vacances, les loisirs, détermineront la place d'un homme dans la société. Son rang, sa dignité. Il suffit de jouir de ces éléments de confort pour devenir un « homme bourgeois ». Un homme à l'aise dans son bourg. Dans sa ville. Dans sa cité : un citoyen. Et c'est peut-être là, la définition la plus révolutionnaire qui ait jamais été donnée du bourgeois. Remarquons cependant que cette attitude ni plus que l'autre ne résout le problème qui est celui-ci : comment répartir les richesses entre les citoyens sans créer d'inégalités ? Est-il soluble ?

Charles Marx

EXTRAIT de l'éditorial de « La Nation », quotidien de l'U.N.R.-U.D.T., en date du 14 janvier :

« Les intérêts du capital et du travail, contrairement à ce qu'imaginait Marx, se rejoignent et se rejoignent de plus en plus. Une large fraction de la classe ouvrière s'en rend compte. Elle doit pouvoir s'en rendre compte bien davantage dans les faits. C'est le but du gaullisme et il ne date pas d'aujourd'hui. Mais, aujourd'hui, nous avons les moyens de l'atteindre. Il s'agit donc d'y parvenir. »

Bien sûr. Mais c'est poser comme immuable l'état présent de la société en France. Dans l'état actuel de la société, il est évident que le travail est obligé de composer avec le capital qui est beaucoup plus puissant que lui. De même que le capital est obligé de composer avec le travail, sans lequel il de-

meure impuissant. Or la notion d'« homme au travail » tend à remplacer celle de « travailleur ». De l'homme attaché au travail pour toute la vie, on se dirige vers l'homme acceptant de travailler pour un autre que lui. De la nécessité du travail, on se dirige vers la discussion de son utilité.

L'augmentation brutale de la demande de travail par de très jeunes classes est considérée comme un fléau par l'U.N.R.-U.D.T. Elle risque de bouleverser la notion même de travail et d'obliger du même coup le capital à chercher un autre support pour la progression satisfaisante de ses profits qu'une main-d'œuvre étiquetée de M.O. à P.4, comme un parc de machines inventorié d'une tonne à deux cents.

Le capital en 63

SELON les « Informations Industrielles et Commerciales » du 4 janvier :

« Le capitaliste envisage 1963 avec optimisme : l'accroissement de son entreprise est assuré :

« 1° par la stabilité politique ;

« 2° par l'expansion démographique ; les rapatriés et les démobilisés augmenteront le nombre habituel des consommateurs et des travailleurs

« Mais les prix montent : 5 % en 1962 (contre 3,6 %).

« Mais Kennedy va exiger des Européens l'abaissement des droits de douane de 100 % à 50 %, pour introduire ses produits, face au Marché commun.

« Le capitaliste ne devrait donc pas être optimiste.

« Le consommateur reste indifférent aux craintes du capitaliste. Une hausse des prix lui paraît faible à 5 %, comparée aux grandes inflations de l'après-guerre.

« Mais il épargne moins et dépense tout.

« Mais il ne veut plus travailler : il veut des vacances. Il veut prendre sa retraite, il veut ne sortir de

chez lui que quarante heures par semaine. »

Cela, c'est l'opinion du capitaliste moyen au début de l'année 1963. A l'état brut.

« Mens sana in corpore sano »

L'ELECTION comme Miss France de Mlle Muguette Fabris, professeur de mathématiques au lycée Bel-Air d'Angoulême, continue d'être diversement commentée dans les milieux de l'enseignement.

Après avoir subi les foudres de la directrice du lycée, qui lui recommanda « de ne pas exhiber son nouveau titre », c'est le président de l'association des parents d'élèves qui stigmatise notre lauréate.

En revanche, un groupe d'agréés réclame que le titre d'agréé de l'Université soit attribué d'office à la nouvelle Miss France. « Tant de fois l'agrégation aura tenu lieu de beauté, déclarent-ils, qu'il n'est que juste, enfin, que la beauté tienne lieu d'agrégation. »

Nous ne pouvions rester indifférent devant ces dissensions. Farouche partisan de la maxime de Juvénal : « Mens sana in corpore sano », nous saluons Mlle Fabris, heureuse alliance de l'intelligence et de la beauté. D'autant plus que le phénomène est si rare, tant de prix de beauté sont des têtes sans cervelle et de nombreux professeurs n'ont, hélas ! rien qui rappelle les charmes de Vénus.

« Parti progressiste »

SI l'U.N.R.-U.D.T. devait changer de nom, l'appellation de « parti progressiste » serait celle qui pourrait le mieux s'appliquer à notre mouvement, a déclaré M. Roger Frey, ministre de l'Intérieur, dans une interview à « Notre République », organe de l'U.N.R.-U.D.T.

Aux dernières nouvelles, M. Roger Frey est en bonne santé. Il est vrai que le ridicule ne tue plus en France.

La nouvelle force de frappe

Mercredi 8 janvier, vers 21 h 30, en gare de Tarbes, une patrouille de trois militaires, commandée par un maréchal des logis du 35<sup>e</sup> R. A. I. P., interpellait un jeune soldat. Tout d'un coup, le maréchal des logis voulut l'emmener et, pour cela, essaya de lui tordre le bras. Le jeune soldat réussit à s'enfuir sur les quais. Rattrapé par la patrouille, il fut coincé contre un chariot et frappé avec force.

Des camarades cheminots, aidés de voyageurs, s'interposèrent et réussirent à soustraire l'agressé à la fureur du sous-officier et réduisirent ce dernier à l'impuissance. Le jeune soldat en profita pour échapper à son agresseur.

Ce fut, de la part des témoins, une réprobation unanime et les brutalités pratiquées dans un régiment de Toulouse furent évoquées.

Il importe que ces mœurs fascistes soient sanctionnées. Les Tarbais et les Haut-Pyrénéens attendent des pouvoirs publics les sanctions qui s'imposent.

Le rêve

EXTRAIT de Notre République du 10 janvier 61, sous le titre : « A quoi rêve l'opposition ? » : « Que les opposants, au

lieu de se livrer à un détestable jeu électoral, essaient de retrouver les courants profonds qui traversent la nation, qu'ils essaient de s'identifier à ces courants, alors ils pourront accomplir une œuvre utile, aujourd'hui sorti de leur isolement, et espérer même demain démontrer aux Français qu'ils sont capables de participer au pouvoir pour le bien de tous.

Mais, pour cela, il faudrait de l'intelligence politique et non pas seulement de l'astuce, de l'imagination et de la foi ; il faudrait que l'opposition dise enfin à quoi elle croit. Y parviendra-t-elle ? Ce n'est guère le chemin qu'elle a emprunté, jusqu'à présent, mais qui sait ?

« A quoi l'opposition croit-elle ? » demande ainsi l'U.N.R.-U.D.T.

Et c'est une question intelligente. Elle est donc à méditer.

Quelquefois, les adversaires ont des vues profondes. nées souvent de la peur, mais rarement de la complaisance.

Le « Canard » perd ses plumes

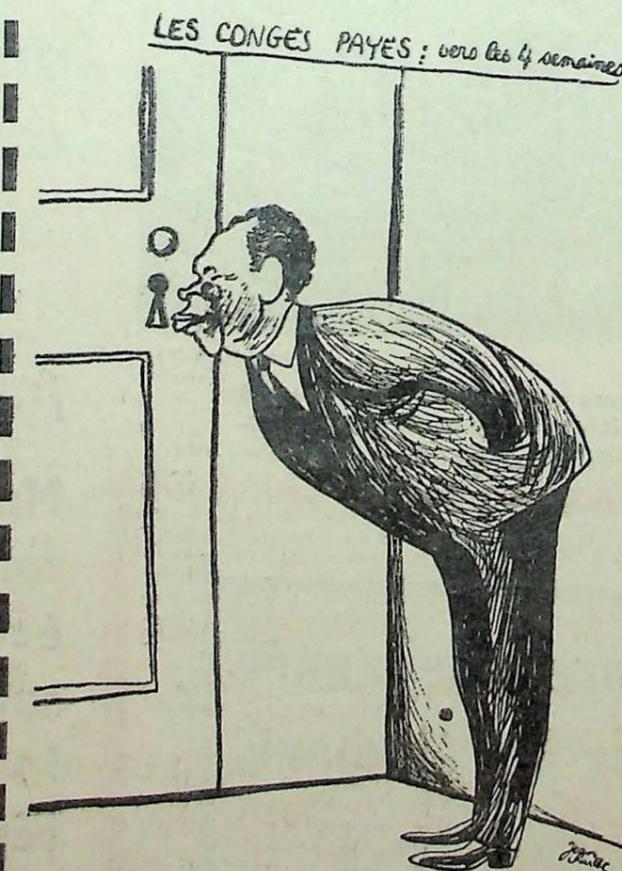
« Le Canard » a finalement laissé des plumes dans le procès qui l'opposait au ministre des Armées au sujet d'un article paru dans ses colonnes.

« Le Canard » entendait que les épithètes « épaisses brutes et consternants imbéciles » fussent appliquées à une minorité qu'il désignait ainsi : « Certains professionnels de la bravoure et du carnage ». « Le Canard » limitait ainsi son champ de tir.

Le président Fiamma a compris que toute l'armée était visée : « Le but de l'auteur n'était pas de stigmatiser des actes individuels blâmables, mais bien, à quelque mobile qu'il ait obéi, d'outrager et de stigmatiser l'armée. »

« Le Canard Enchaîné » paiera 1.000 F d'amende !

LE DESSIN DE JEAN CHARLET



Monnerville : « Je n'aime pas beaucoup les entendre parler de congés... »

LE BILLET DE JEAN BINOT

A contre-sens

LES intellectuels ne comparaitront plus devant les magistrats menottes aux poignets...

En un temps où l'on fabrique de toute urgence une cour dite de sûreté de l'Etat, pareille information prend un air incroyablement et persifleur, s'agissant au demeurant d'une mesure fort contestable.

Car, enfin, mettez-vous, si j'ose le dire, en la place, ou plutôt dans la peau de Javert, qui va de la prison au cabinet du juge, tenant en laisse un de ces « chers professeurs » qui font métier de se rire des carcans, des bâillons, des entraves... Quelle joie, quelle jubilation intense, quelle jouissance aiguë éprouve le sbire durant le trajet ! Car il y a un érotisme des menottes.

En lui ôtant le droit, de les mettre, on lui ôte l'une des satisfactions les plus étherées de ce métier qui en comporte si peu.

Mais rassurez-vous : la décision dont je parle n'a pas été prise en France. Elle vient de l'être en Turquie.

# CE QUE DE GAULLE A DIT CE QU'IL N'A PAS DIT

**L**A conférence de presse du général de Gaulle, si elle n'a pas apporté beaucoup d'informations, permet du moins de pressentir ce que sera le bilan du pouvoir personnel. D'une part, le régime est attaché à la politique des blocs, avec tous les risques qu'elle comporte. D'autre part, au sein du bloc dont il fait partie, il crée le maximum de désordre, au nom d'un nationalisme échevelé, fondé sur la mystique de la France seule, ou plus exactement de la France presque seule, s'appuyant sur le chancelier Adenauer, dont les jours gouvernementaux sont comptés.

Le double non à M. Kennedy et à la Grande-Bretagne ne nous a pas surpris. Peut-être a-t-il été plus catégorique encore qu'on ne l'imaginait. Les réactions internationales étaient prévisibles : amertume à Londres, déception à New York, colère chez nos cinq partenaires du Marché commun, y compris chez les Italiens, qu'on n'a pas apaisés en affirmant qu'on était liés à eux par une « fraternité bimillénaire » (celle de César et de Vercingétorix ?).

Au moment même où le chef du gouvernement suédois Erlander est reçu à Paris, de Gaulle s'est opposé avec brutalité à tout élargissement du Marché commun et a lancé à la Grande-Bretagne un véritable ultimatum : elle devra accepter en bloc toutes les conditions du traité de Rome dont il a complaisamment énuméré la liste. C'est à prendre ou à laisser.

Ce qui est à nos yeux le plus grave, c'est, avec le refus de répondre à certaines questions pourtant posées par les journalistes, mais non reproduites dans les comptes ren-

dus officiels, sur l'Algérie, les Antilles (attend-on l'irréparable pour prendre position ?), le statut de la R.T.F., c'est la facilité avec laquelle de Gaulle, sur l'interpellation de Jean-Maurice Hermann, a admis le réarmement nucléaire de l'Allemagne, au nom de la souveraineté nationale, et le dédain avec lequel il a parlé du désarmement. On ne désarme pas, a-t-il constaté. C'est, hélas ! exact. Faut-il donc se résigner à la course permanente aux armements et à une paix aléatoire fondée sur l'équilibre de la terreur ? La véritable grandeur française ne consisterait-elle pas à multiplier les initiatives en faveur du désarmement contrôlé ? Pour le faire avec autorité, il faudrait dire non à la fois à la bombe atlantique, à la bombe européenne et à la bombe exclusivement française qui est la grande pensée du régime.

Loin de désirer « construire et, le cas échéant, employer nous-mêmes notre force atomique », nous sommes décidés — et notre prochain congrès d'Alfortville le dira — à lutter avec énergie contre tous les essais atomiques, quel que soit le pays dans lequel on y procède. Nous ne rêvons pas d'un Cap Canaveral français qui, entre autres inconvénients, empêcherait notre pays de jouer le rôle qui devrait être le sien, faciliterait la dissémination des bombes A et H et accroîtrait les dangers de guerre, tout en interdisant des constructions massives de logements, d'établissements scolaires, d'hôpitaux et de stades, car on ne peut pas tout faire à la fois et l'intendance suit mal, lorsqu'elle est essoufflée.

Mais le général de Gaulle daigne-t-il s'oc-

cuper sérieusement des problèmes économiques et sociaux ? Il n'a pas consacré la moindre phrase à la nécessaire réduction de la durée du travail et, après quelques vérités premières qui n'auront même pas appris à ses ministres quelle politique on allait pratiquer en leur nom (ils sont toujours membres de ce qu'on appelle un gouvernement !), il a confessé que la répartition du revenu national n'était pas équitable. Il a osé dire que quelques progrès avaient été réalisés en cette matière, alors que les statistiques les plus officielles établissent que, si la paupérisation absolue a diminué, la paupérisation relative s'est accrue : les travailleurs bénéficient d'une part encore moindre que jadis d'un patrimoine plus important. Voilà les résultats de la politique dite sociale d'un régime qui, étant donné les éléments sur lesquels il s'appuie, est incapable de dépasser les contradictions qui le déchirent.

Le général de Gaulle n'a pas même annoncé — comme le bruit avait couru qu'il le ferait — que le S.M.I.G. pourrait être indexé non plus seulement sur des prix, mais sur le revenu national, ce qui permettrait un transfert d'une partie des richesses au profit des salariés, les mêmes mesures pouvant s'appliquer aux vieux.

Décidément, la conférence de presse est plus éloquente par ses silences que par les déclarations qui ont pu être recueillies. Elle ne nous fait certes pas regretter d'avoir, en toute circonstance, affirmé une opposition totale, non pas seulement à certains excès du régime, mais au régime lui-même.

Eduard Depreux.

Revue de  
Presse

## Accueil réservé dans les quotidiens

**B**IEN entendu, les « têtes » des quotidiens de mardi étaient consacrées à la conférence de presse du général de Gaulle. Si l'on excepte La Nation, organe de l'U.N.R., l'accueil est froid.

Du côté des modérés, les réserves s'expriment avec prudence. On n'oublie pas, malgré tout, même si l'on est en désaccord, que l'on est en famille, la grande famille de la droite.

Le Figaro s'en tient à la forme et au ton, en laissant percer une très discrète critique :

« On s'étonnera que le chef de l'Etat, dont la bonhomie et la sérénité ont constamment dominé les propos, ait cru devoir, une fois encore, s'en prendre avec quelque aigreur à ceux qui faisaient des réserves sur les conséquences possibles d'une élection du président de la République au suffrage universel. Vieille querelle que l'on croyait enterrée !

« Le général de Gaulle, dans la vigueur ou dans le charme, demeure paisiblement inébranlable, fidèle à lui-même, à sa politique de grandeur et de solitude.

« N'en seront surpris que ceux qui veulent bien l'être. »

(Louis-Gabriel Robinet.)

Dans l'Aurore, Robert Bony s'inquiète de voir notre pays condamné au tête-à-tête franco-allemand :

« Toute la politique extérieure de la France peut-elle s'édifier sur la confiance que de Gaulle a placée, entière, en Adenauer ?

« Adenauer disparu de la scène, de Gaulle rencontrera-t-il chez ses successeurs une pareille adhésion et une pareille continuité ?

« Le moins que l'on puisse avancer est qu'il s'agit là d'un « redoutable pari. »

Même ton à peu près dans Les Echos :

« Le plus net est le refus de l'intégration atomique avec les U.S.A., sans, bien entendu, récuser l'alliance atlantique, et surtout l'éloge sans réserve de la « coopération attrayante entre Germains et Gaulois, stratégique, économique dans l'univers », car, selon le général de Gaulle, « nous pensons exactement de même ! »

(E. S.-S.).

Le Populaire met l'accent sur la logique des nationalismes en soulignant que la politique de de Gaulle ouvre la porte à l'armement atomique de l'Allemagne :

« Les « amis américains » n'eurent pas droit à la ration de compliments. Tout, à leur égard, fut calculé pour être désagréable sans être blessant. Rien de plus. Car le général ne pardonne pas au petit jeune homme de

la Maison Blanche l'offre des fusées Polaris, qui troubla le bel ordre de la politique gaulliste. Nous continuerons donc à sortir, année après année, les crédits nécessaires pour notre force de frappe. Il fallait voir avec quelle satisfaction de Gaulle vantait sa marchandise, pas si médiocre que cela puisqu'elle pourrait tuer des millions d'être humains... »

« Il fallait un mot de la fin. Le général l'a eu lorsqu'un journaliste lui demanda ce qu'il pensait de l'armement atomique éventuel de l'Allemagne fédérale : le général n'en pense rien, car chacun est maître chez lui. Peuples du monde, engagez-vous dans la course atomique ! De Gaulle vous y invite et vous y autorise. »

(Claude Fuzier).

L'Humanité souligne pour sa part le danger de relance de la course aux armements :

« Ce qui ressort en définitive avec le plus de netteté de la conférence d'hier, c'est la volonté réaffirmée de poursuivre une politique délibérément orientée vers la course aux armements. Les Français aimeraient qu'on leur dise comment faire la paix. De Gaulle leur a expliqué comment préparer la guerre. »

(René Andrieu).

Enfin Libération considère que le point important s'est la confirmation publique de l'hostilité à la Grande-Bretagne :

« Le « gros morceau » de la conférence a été la confirmation brutale (sous les fleurs et couronnes) de sa répugnance à voir la Grande-Bretagne adhérer au Marché commun. (...) C'est l'enterrement des ultimes efforts tentés à Bruxelles pour trouver un terrain d'entente que veulent pourtant les cinq autres des Six. Pourquoi cette obstination intransigeante ? »

(J.-M. Hermann).

Il n'y a guère que La Nation qui s'obstine à se boucher les oreilles, à fermer les yeux et à tenter de nier la réalité de l'axe Bonn-Paris :

« La réalité du rapprochement franco-allemand donné en exemple de rapprochement aux autres peuples européens aura frappé, à la veille de l'arrivée à Paris du chancelier Adenauer. Et là encore, il suffit d'écouter les Français pour se rendre compte qu'ils en sont d'autant plus partisans qu'il ne s'agit en rien, comme d'aucuns voudraient le faire croire, d'un quelconque axe privilégié au sein de l'Europe. On voit même à l'amorce de cette Europe des peuples dont de Gaulle est partisan autant que d'autres qui en parlent beaucoup mais qui n'en font pas autant pour la réaliser. »

# Carnet d'une conférence de presse

14 h. 30

La salle des fêtes de de l'Élysée. Lambris, dorures, tapisseries. Juchés sur un large podium, les techniciens et les opérateurs s'affairent autour d'une forêt de caméras et de trépieds. La Télévision a pris possession de l'Élysée : énormes cars de reportage côté jardin, câbles qui courent sous les rangées serrées de chaises dorées et inconfortables. La Télévision, il est vrai, est une puissance pour laquelle on a tous les égards : ce soir trois millions et demi de familles seront devant l'écran.

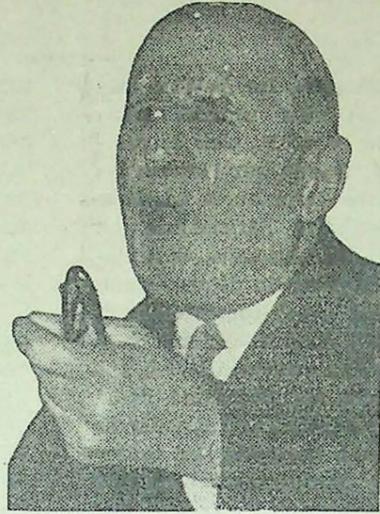
En face de moi, l'estrade sur laquelle, seul, « Il » prendra place tout à l'heure. J'entends un habitué assurer : « Ils ont changé la couleur du rideau, derrière lui, pour qu'il paraisse moins pâle à la Télé. Avant, c'était un rideau rouge. »

14 h. 45. — C'était à bureaux fermés. Sept cents personnes, huit cents peut-être, allez compter... Moitié de journalistes, le reste, le public des grands procès et des « Premières ». Des fourrés, beaucoup beaucoup de baise-mains.

14 h. 50. — Debout derrière moi, une dame s'exclame : « Comme Couve à blanchi ! » Fouchet passe, impérial, suivi de Missoffe. Joxe serre des mains.

14 h. 55. — Pompidou est là. On le photographie, les membres du gouvernement s'assoient à gauche de l'estrade, bien alignés par rangées de quatre et par ordre hiérarchique

(Pompidou, Jacquinet, Malraux, etc.), tournés vers la table vide. Ils ont les velnards, des fauteuils Louis XVI. A



(Archives Tribune.)

Plus « qui vous savez » que nature.

droite, son cabinet au grand complet, fauteuils Louis XVI également.

14 h. 58. — Un ministre retardataire soulève une tenture latérale et gagne sa place presque sur la pointe des pieds. « Giscard », murmure la dame.

14 h. 59. — Des huissiers écartent le fameux rideau ex-rouge. Au fond, une glace, des chandeliers de cristal. Silence.

14 h. 59' 8". — Il paraît. « Bonjour mesdames et messieurs ». Complet bleu croisé, cravate bleue à pois blancs, beaucoup de fond de teint. Ronrons des caméras. Délics des appareils photos. Il met ses lunettes. Il demande d'une voix à peine blasée qu'on lui pose des questions. De ci de là, un journaliste se lève : l'entrée de la Grande-Bretagne au Marché commun ? La force de frappe atlantique ? La coopération franco-allemande ? « Très bien, très bien ». Une question sur « la manière dont il envisage l'évolution de la R.T.F. »...

15 h. 15. — Fin de la « réponse » sur la situation politique intérieure. D'emblée il s'est révélé un prodigieux imitateur : n'ayons pas peur des mots, plus Tisot que nature. Tout y est : l'intonation, le geste, la myopie. Avec en plus, par instant, un petit sourire complice à peine réprimé. Tiens, il n'a pas répondu à la question sur la R.T.F....

15 h. 45. — Fin du paragraphe sur l'Angleterre et le Marché commun. A droite, par les fenêtres, on voit des branches dénudées des arbres du parc et un morceau de ciel parisien, très bas. Sa technique est simple : au début, il a laissé poser toutes les questions qu'on voulait. Maintenant il trie celles auxquelles il entend ré-

pondre en s'adressant à leurs auteurs : « On m'a interrogé sur l'accord de Bahamas. Monsieur, voulez-vous répéter votre question ? » Il ne demande rien à la petite dame blonde qui désirerait seulement savoir si l'évolution de la R.T.F....

16 h. 10. — En vingt-cinq minutes Kennedy est liquidé, les fusées Polaris remises à leur place, la guerre thermonucléaire envisagée et la force de frappe française constituée. Parlant de l'Union soviétique, il prend systématiquement soin de dire « la Russie ». On affirme volontiers qu'il est d'un autre siècle : c'est sans doute pourquoi il ignore encore que la Révolution de 1917 a eu lieu. « On m'a interrogé sur la coopération franco-allemande ? » Derrière moi, la dame qui trouve « Giscard si distingué » commence à s'ennuyer. « Les Gaulois et les Germains... » Il est même d'un autre millénaire.

16 h. 23 « Messieurs, je vous salue ». Le rideau retombe. C'est fini. Fouchet repasse, toujours impérial. Joxe serre des mains. La foule s'écoule lentement vers le hall. On se bouscule au vestiaire : il faut donner un premier numéro qui permet d'accéder ensuite au guichet où, à l'aide d'un second numéro, on peut retirer son manteau. Les huissiers sont débordés. « C'est la Quatrième », dit un facétieux. Et un affreux Anglais de rire.

Remy GRILLAUD.

## Nouvelle Cour de Sûreté : un ensemble d'hérésies juridiques

CETTE nouvelle Cour de Sûreté de l'Etat est un défi aux traditions républicaines et aussi à la simple logique.

Dans son très beau discours, François Mitterrand, parlant au nom de l'opposition, a montré que, si la Justice, en matière politique, est une tâche difficile, en France, et depuis la fin de l'ancien régime, elle a toujours été confiée soit aux représentants de la nation, réunis en Haute Cour, soit aux citoyens assemblés en jurys.

Le recours à un cocktail de juges et de généraux n'a qu'un précédent depuis un siècle et demi : la Cour Suprême de Pétain.

De même, en principe une juridiction pénale n'est jamais saisie, dans les cas prévus par la loi, que par la décision d'une juridiction d'instruction. Au contraire, avec la nouvelle loi, c'est le gouvernement qui décidera discrétionnairement s'il réunit la Cour, et quand, et qui il renverra devant elle. Là encore, un seul précédent : le Tribunal d'Etat de Vichy.

On en arrive à cette constatation attristante que le nouveau régime, en matière de justice, ne fait que chauffer les bottes de celui de l'Etat français. Avec un maréchal, comme avec un général, la Justice est traitée comme l'est l'Intendance.

Et cet ensemble d'hérésies juridiques est, en même temps, un tissu de contradictions qui fait apparaître, en dépit des protestations du gouvernement, la volonté de celui-ci d'avoir, comme jadis les rois de France, ses « commissions extraordinaires ».

En premier lieu, notons qu'au moyen d'un texte du président de la Commission, encore plus large que celui que proposait le ministre, on a anéanti l'arrêt du Conseil d'Etat proclamant la nullité de feu la Cour militaire de Justice et on a légalisé celle-ci avec effet rétroactif à compter du jour de sa nullité. Fort bien. Mais, alors, si on légalise cette Cour militaire de Justice, au motif qu'elle était excellente, pourquoi ne l'avoir pas gardée ? Pourquoi, le jour même où on la proclame irréprochable, lui en substituer une autre ?

A la façon des Bons Pères, on a ainsi trouvé le moyen, dans le même instant, de réhabiliter comme immaculée cette juridiction d'exception et

de la renvoyer au néant à cause de son vice originel.

Quant à la composition de la Cour, comment la justifier ? Nous ne voulons plus de tribunaux militaires, nous dit l'U.N.R. Mais la Cour sera composée de généraux, dans certains

cas pour moitié, dans d'autres, pour les trois quarts.

Pour le surplus, on veut des magistrats ; à cause de leur indépendance. Mais, alors, direz-vous, qu'ils soient nommés, comme tous les magistrats, par le Conseil supérieur de la Magis-

### OBJECTEURS de CONSCIENCE :

« Une victime de plus »

(De notre correspondant à Montauban)

Ce dimanche 13 janvier, à 10 h. 30, une manifestation silencieuse parcourait les rues de Montauban : de la préfecture à la gendarmerie, malgré un froid glacial, deux cents personnes accompagnaient Jean-Jacques Hetzel, réfractaire au service militaire, qui se constituait prisonnier pour servir la cause du service civil.

Jean-Jacques HETZEL, 27 ans, instituteur public, membre du S.N.I., du P.S.U. et de l'Action Civique non violente, avait renvoyé en septembre 1962 sa feuille de route au colonel de la caserne de Montauban et allait travailler à Marseille sur un chantier d'aide aux rapatriés. De là, il s'embarquait pour l'Algérie, participait à la reconstruction d'un village avec le Service Civil International, puis partait comme éducateur dans un deuar particulièrement frappé par la guerre.

Comme il écrivait aux parents de ses élèves lors de son départ :

« Il nous arrive, à nous enseignants, de parler aux enfants, au cours de leçons de morale, de paix et de fraternité ; je pense que nous ne devons pas seule-

ment en parler, mais aussi les mettre en pratique. »

Jean-Jacques Hetzel a effectivement témoigné de son désir de paix avant de se constituer prisonnier.

Combien de temps laissera-t-on en prison Hetzel-Pezet (condamné récemment pour la deuxième fois à 18 mois...) et tous les objecteurs de conscience ?

Pendant combien de temps encore retardera-t-on la sortie du statut promis solennellement il y a plusieurs mois ?

J.-J. Hetzel écrivait encore :

« Quand vos fils auront vingt ans, peut-être serez-vous heureux qu'ils puissent choisir entre la guerre et un travail constructif alors qu'aujourd'hui ils n'auraient le choix qu'entre un service armé et la prison... »

Le 13 mars, à Montauban, dans le cortège silencieux, parmi les 200 personnes, il y avait des militants P.S.U. de Tarn-et-Garonne et une douzaine de camarades venus de Toulouse apporter à Jean-Jacques Hetzel le témoignage concret de leur solidarité.

R. D.

trature. Quelle naïveté ! Le gouvernement n'aurait que faire de magistrats choisis en dehors de lui. Aussi les désignera-t-il lui-même. Et comme pour mieux nous indiquer comment il compte les recruter, les débats révèlent qu'il entend les payer au tarif double. Pour quelle raison ? Il se garde bien de le faire savoir. Pense-t-il que, dans le personnel de la Justice, il se trouve des gens pour faire des extras ? On se refuse à le croire.

De même encore, on a institué une garde à vue de dix ou même quinze jours qui nous ramène au temps de l'Inquisition. Oh ! ce ne sera pas, a dit le ministre, pour autre chose qu'un régime de secret destiné à faciliter les recherches de la police. Mais, alors que Capitant lui-même a admis la réalité, dans des temps tout récents, des arrestations arbitraires et de la torture, on s'est bien gardé de dire, dans un article de la loi, que les aveux recueillis pendant la garde à vue seraient sans valeur.

Et pour brocher sur le tout, en dépit des avertissements du président Cassin, on a gardé ce régime de garde à vue prolongée que la Convention européenne des Droits de l'Homme, dont la France est signataire, prohibe absolument. Qu'importe. Là encore, l'Intendance, c'est-à-dire la Justice suivra.

Peut-être suivra-t-elle, en effet. Car à quelles représailles ne s'exposent pas ceux qui résistent à de Gaulle ? C'est ainsi que les anciens parlementaires appartenant autrefois au Conseil d'Etat et qui, n'ayant pas été réélus aux dernières élections, ont voulu, par simple application de la loi, être réintégrés dans leur emploi, se heurtent à un refus catégorique du pouvoir. Il y a parmi les quatre intéressés des gens peu dangereux ou même d'autres qui ont contribué utilement à la réussite du 13 mai et à la chute de la IV<sup>e</sup> République. Qu'importe ! Toute résistance doit être brisée.

Alors, la Cour de Sûreté de l'Etat donnera peut-être au pouvoir la certitude qu'elle est vis-à-vis de lui, en état de sûreté.

Mais au-delà des justices opportunes et épisodiques, il y a la Justice immanente qui, parfois, marche d'un pas plus rapide que celui de l'Histoire.

**POUR LA PRESSE MONDIALE  
De Gaulle devient  
« M. NON »**

**D**IRE « non » à la fois aux Anglais, aux Américains et aux Russes, c'est ce qu'a réussi le général de Gaulle. Telle est l'impression à la lecture des premiers commentaires internationaux qui ont accueilli sa conférence de presse de lundi.

La presse britannique est unanime à constater que « de Gaulle a claqué la porte de l'Europe au nez de la Grande-Bretagne ».

« Le facteur le plus important de la politique de de Gaulle est la personnalité même de l'homme. Il souffre d'une maladie pour laquelle la langue française a un terme précis : la folie des grandeurs », écrivait le Daily Mail (conservateur) de Londres. Ce journal poursuivait : « Le président de Gaulle divise l'Europe et fait le jeu de Moscou. L'Europe et le monde libre seraient brisés si la demande d'adhésion britannique était rejetée... »

Notons qu'un journal conservateur d'extrême-droite comme le Daily Express, farouchement opposé au Marché commun, accueille les déclarations du général comme justifiant sa position. C'est le front commun des isolationnistes. « De Gaulle a raison à l'inverse des hommes politiques anglais », écrit-il. « Il ne peut y avoir ni négociations ni compromis. »

Et le Daily Telegraph (conservateur également) tire cette conclusion : « Si la Communauté européenne ne peut accepter notre pays, c'est elle qui aura failli. Il n'y a pas de place pour un troisième Empire français en Europe. » Tandis que le Daily Worker (communiste) remarque : « C'est la plus forte gifle que Macmillan ait jamais reçue. »

**« Comme Mao »**

Mais l'anti-américanisme de de Gaulle n'a pas moins frappé l'opinion anglaise. « Anti-américanisme et nationalisme sont les deux composantes de la vision gaulliste de l'Europe », écrit l'organe boursier Financial Times. « De Gaulle, c'est clair, estime le Guardian (libéral), est presque aussi indisposé par la prédominance américaine que Mao par la prédominance russe. » Le Times (indépendant) rappelle : « Le général a toujours eu peur d'une hégémonie anglo-saxonne ressuscitée. Pour s'en défendre, il se raccroche à son propre insularisme — celui d'une force nucléaire française indépendante. »

La presse américaine — avant même que ses éditorialistes aient eu le temps de commenter — a placé sur le même plan le « non » opposé à l'offre des fusées Polaris et le « non » à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. L'édition européenne du New York Herald Tribune offrait une première page frappante : un titre de deux lignes sur huit colonnes pour de Gaulle (« De Gaulle claqué la porte devant l'entrée des Britanniques dans la C.E.E. et rejette l'offre Kennedy de fusées Polaris »), quatre colonnes seulement pour le message de Kennedy au Congrès.

A Moscou, la première réaction est venue de l'agence Tass, avec une dépêche de son correspondant étranger, Dragounov, qui déclare « difficile à croire que le leader d'une des grandes puissances ne comprenne pas qu'un accord sur la cessation des essais atomiques faciliterait grandement un accord sur le désarmement ».

**Significatifs**

A travers le monde, le ton de la presse, presque unanime, montre l'isolement de de Gaulle, devenu « Monsieur Non », comme l'écrivit le journal catholique belge « Vers l'Avenir ». Même en Allemagne de l'Ouest on se montre gêné, malgré l'hymne d'amour entonné par de Gaulle. Il est hautement significatif que l'agence France-Presse, dans la revue de presse d'été de Bonn, qu'elle a diffusée entre 9 h. et 9 h. 30 mardi, a cité quatre journaux, dont un seul, le Mittag de Düsseldorf, ne désapprouve pas le président français. Le très important Die Welt de Hambourg condamne sévèrement de Gaulle et écrit : « Les déclarations d'amour politique adressées à la République fédérale nous touchent douloureusement. De Gaulle (...) est en train de creuser un nouveau fossé à la place de celui qui vient d'être comblé. »

P. P.

**OU VA L'AFRIQUE ?**

**S**YLVANUS OLYMPIO est assassiné au Togo, Senghor déjoue une tentative de coup d'Etat au Sénégal, la police tunisienne écarte un complot contre Bourguiba, rumeurs d'attentat contre Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire, N'Krumah échappe à plusieurs guet-apens au Ghana, on est en droit de se demander si le meurtre n'est pas devenu une loi politique en Afrique. Cela peut d'ailleurs s'expliquer dans la mesure où les Etats africains s'acheminent de plus en plus vers le régime de Parti unique et où, par conséquent, toute opposition est contrainte de se réfugier dans la clandestinité et la violence.

Si certains justifient la nécessité de régimes « forts » au stade actuel de développement politico-économique des Etats africains, il n'en demeure pas moins, on le voit, que l'existence de tels régimes crée une menace permanente d'instabilité politique.

Certes, on ne doit pas envisager les problèmes africains à l'égal des problèmes européens : ni les mécanismes économiques ni les

structures socio-politiques ne sont comparables entre les deux continents. D'extraordinaires querelles ethniques et tribales, de profondes oppositions religieuses viennent encore compliquer les questions politiques et sociales dans les pays africains.

Toutefois la suppression systématique de toute démocratie conduit logiquement à ce climat florentin, à cette multiplication d'intrigues, de meurtres et de révolutions de palais. Peut-être les états-majors politiques trouvent-ils quelque satisfaction pour leurs ambitions personnelles dans ces jeux sanglants et stériles. Mais les peuples africains, eux, n'ont assurément rien à y gagner, puisqu'en fait il ne s'agit chaque fois que de simples changements d'équipes dirigeantes, et jamais de modification du contenu politique.

★

En revanche, la situation katan-gaise est beaucoup plus claire, dans la mesure où elle passe par-dessus la tête des Africains eux-mêmes et met en présence des inté-

rêts capitalistes étrangers : belges et anglais d'un côté, américains de l'autre. C'est net, c'est simple. Mais les péripéties tragi-comiques qui se succèdent dans la province la plus riche du Congo ont mis en évidence un clown génial : Tschombé, fantoche de l'Union Minière, que le sens bien compris de ses intérêts a poussé à toutes sortes de fausses sorties, et de vraies rentrées dignes du meilleur Grock. Imaginez l'assassin de Lumumba à la tête d'une colonne de « casques bleus », haranguant ses propres mercenaires éparpillés dans la brousse pour leur demander de coopérer avec ses ennemis et les supplier de ne pas faire sauter mines et ponts, comme il le leur avait ordonné une semaine avant. C'est que M. Tschombé est un réaliste. Ça n'est pas lui qui jouera les « jusqu'aux boutistes », ça non ! Un accord final entre sa chère Union Minière et les Américains demeure hautement probable. M. Tschombé est un pitre. Mais pas au point de s'asseoir entre deux chaises.

G. B.

**L'ESPAGNE MISE SUR SON  
ANTICOMMUNISME POUR  
RENTRE A L'OTAN**

**L**A répression continue en Espagne. A Barcelone, fin 1962, arrestation de M. Pedro Arriaca Marti, dirigeant du Parti socialiste de Catalogne, et du Dr Gutierrez Diaz.

A Madrid, le conseil de guerre contre seize nationalistes basques accusés d'activités aux ordres du mouvement basque E.T.A. (Euzkadi Ta Azkatasuna), a été finalement fixé au samedi 12 janvier.

Voici les noms des détenus :

Iriarte Otermin, Ildelfonso, 32 ans ; Narbaitza Azpitarte, Eustaquio, 28

militaires en ce qui concerne les délits politiques.

Le Conseil national du Syndicat espagnol universitaire (S.E.U.) a demandé l'indépendance totale des étudiants en matière syndicale, et la désignation de leur président par des délégués élus.

Pendant ce temps, le gouvernement franquiste étudie les modalités d'un salaire minimum interprofessionnel garanti de 60 pesetas par jour contre 36. Or, les Espagnols touchent déjà rarement moins de 50 pesetas et il est probable que les primes diminueront sensiblement.

claration en disant : « Il n'est pas possible de faire des difficultés pour l'entrée de l'Espagne dans l'alliance atlantique, si les Etats-Unis maintiennent des bases sur le territoire espagnol. »

Le raisonnement est logique et nous donne encore des raisons pour la dissolution de l'O.T.A.N.

Frédéric Desnaut.

**"K" à Berlin**

**L**E Congrès du Parti Socialiste unifié d'Allemagne de l'Est vient de s'ouvrir

A l'heure où nous mettons sous presse nous n'avons pas encore connaissance du discours de N. S. Khrouchtchev, mais nous pouvons dès à présent faire quelques remarques.

Le Congrès de Berlin est le dernier des congrès des P. C. des pays socialistes, Khrouchtchev est sûr de ses arrières, l'ensemble des pays socialistes européens (moins l'Albanie) s'étant rangé derrière lui, il peut donc aller de l'avant.

Mais dans quelle direction ?

Il y avait trois possibilités :

1) Une nouvelle offensive sur Berlin, le discours de M. Ulbricht semble écarter cette hypothèse.

2) Accélérer la destalinisation en Allemagne de l'Est, c'est possible, mais pas sous la forme d'un changement de l'équipe de M. Ulbricht qui vient encore de dénoncer le dogmatisme.

3) Dernière solution qui actuellement reste la plus probable : faire le point sur le conflit idéologique avec la Chine.

Certains observateurs avaient évoqué la possibilité d'un acte violent c'est-à-dire la rupture des relations de parti à parti. Cela semble malgré tout improbable car l'U.R.S.S. ne peut laisser à la Chine le privilège de la Révolution, l'Union soviétique apparaissant alors aux yeux du tiers-monde véritablement révisionniste.

En fait, comme en tout ce qui concerne le monde soviétique, il faut être prudent et attendre les événements.

F. D.

(1958)	France	Belgique	Italie	Espagne
Kg de pain .....	12'	15'	21'	44'
« « riz .....	53'	32'	33'	17'
« « p. de terre .....	7'	6'	8'	18'
« « porc .....	3 h 05'	3 h 46'	3 h 11'	9 h 03'
« « mouton .....	3 h 31'	4 h 07'	3 h 11'	6 h 50'
Litre de lait .....	12'	11'	13'	34'
Douzaine d'œufs .....	1 h 28'	1 h 06'	1 h 20'	3 h 29'
Kg de sucre .....	41'	37'	46'	1 h 29'
Un costume .....	88 h 14'	109 h 22'	106 h 38'	176 h 56'
Une paire de souliers .....	18 h 23'	17 h	17 h 50'	28 h 32'
Un journal .....	4'	4'	5'	10'

ans ; Olaskoaga Roteta, Agustin, 32 ans ; Quesada Lasarte, Joseba M., 28 ans ; Beobide, Inaki, 28 ans ; Betenu, Paulino, 28 ans ; Arzubialbe, Eugenio, 29 ans ; Treku Lezo, José Miguel, 26 ans ; Labaka, Juan, 30 ans ; Etxaleku, Sabino, 24 ans ; Lakuesta, 28 ans ; Albusu Ecenarro, José Antonio, 29 ans ; Azurza Aristigieta, Ramon, 32 ans ;

Rekalde, José Ramon ; Urresberueta, Angel ; Bordonaba. Ces trois derniers appartiennent au mouvement E.S.B.A. (Euskal Sozialisten Batasuna).

Cependant l'opposition se manifeste de plus en plus fort. A Barcelone, les élections au Conseil de l'Ordre ont vu le succès de l'opposition. Le président élu, M. Roda Ventura, n'a pas caché qu'il était opposé aux tribunaux

Pour se faire une idée du niveau de vie espagnol, il suffit de regarder ce tableau publié, dans un article censuré, par le journal phalangiste Arriba.

Il compare, pour 1958, le temps qu'il faut dans différents pays pour payer des produits de base.

Les mesures « sociales » mentionnées plus haut s'accompagnent d'une campagne en faveur de l'admission de l'Espagne à l'O.T.A.N. car, en septembre prochain, les accords hispano-américains concernant les bases aériennes arriveront à expiration.

M. Antonio Garrigues, ambassadeur d'Espagne à Washington, a déclaré : « Il est absurde que la plus forte organisation anticommuniste ne comprenne pas la nation la plus anticommuniste. » Il a conclu sa dé-

APRÈS LES ACCORDS RENAULT

“ PAR LEUR ACTION ORGANISÉE LES

Après “ FOUGA ” La firme MORANE est absorbée par l'... ou la concentration capitaliste dans l'industrie aéronautique

De notre correspondant à Tarbes

À U début de novembre 1962, le directeur des usines Morane-Saulnier d'Ossun-Louey, près de Tarbes, informait les cadres et les délégués du personnel au comité d'entreprise des « graves difficultés financières » qu'éprouvait la firme.

Le Conseil d'administration de cette dernière se réunissait en même temps à Paris pour prendre une « importante décision concernant un éventuel dépôt de bilan ». Quelques jours après, le tribunal de commerce de la Seine enregistrait ce dernier.

Dès que fut connue la situation financière de Morane-Saulnier, les organisations syndicales du personnel alertèrent les Pouvoirs publics, le conseil général des Hautes-Pyrénées et les municipalités de Tarbes, ainsi que des communes de la banlieue tarbaise ; le 28 novembre eut lieu une réunion commune à tout le personnel alerté par les syndicats C.G.T., C.G.T.-F.O. et C.F.T.C. ; à l'issue de

cette assemblée fut votée une motion qui protestait énergiquement « contre les méthodes de récession pratiquées contre certaines industries, particulièrement l'industrie aéronautique ».

Cette motion traduisait bien la réalité. Car en fait il ne s'agissait pas d'une faillite comme la direction et les Pouvoirs publics le laissent entendre, mais bien d'une absorption par un autre groupe capitaliste.

M. Mac Grath, préfet des Hautes-Pyrénées, avait donné l'assurance aux 1.200 ouvriers et employés que serait constituée une société de gestion pour assurer la continuité de l'activité de l'entreprise.

Il semble que c'était là une initiative bien inutile, car l'opération paraissait bien préparée.

Le 7 janvier dernier, à la suite d'un « accord » devant le tribunal de commerce de la Seine, la firme Potez assurera la « gérance libre de l'entreprise ». Ainsi donc, après avoir « accompli le sauvetage » de la marque

Fouga, la maison Potez absorbe aussi Morane-Saulnier.

Ce que l'on cache soigneusement, c'est que Potez fait partie du même groupe que Dassault et la firme américaine « Youngstown Airways », grosse société de transports aériens. La firme Potez détient de la « Youngstown Airways » une licence pour la fabrication des moteurs « Lycoming ». Ces derniers seront désormais fabriqués à l'usine d'Argenteuil, rendue libre par la fabrication de la voiture du « 840 » qu'elle n'assurera plus et qui sera exécutée à l'usine d'Ossun-Louey.

L'activité de cette dernière va donc se poursuivre. La production des « Rallye » va continuer, ainsi que celle des voitures « Magister » exécutées jusqu'ici en sous-traitance. Le « Rallye », qui était jusqu'ici propulsé par un moteur « Continental », le sera désormais par un moteur « Potez ».

Les études en cours du bi-racteur « Paris-III », à six places, seraient

accélérées afin que sa mise en service ait lieu dans les plus brefs délais. Quelles seront les répercussions de cette concentration sur la condition des travailleurs de l'usine de Louey-Ossun ?

Il y a lieu de craindre une aggravation des méthodes de travail, corollaire inévitable de ces sortes d'opérations. Profitant de la situation, l'ancienne direction, spéculant sur la crainte des travailleurs de perdre leur place, en a profité pour procéder à une diminution de salaire sous la forme de la suppression du « boni » portant quotidiennement sur plus de 800 heures de travail.

Dans les jours qui viennent, les travailleurs de l'usine de Louey-Ossun et leurs organisations syndicales devront fortifier leur esprit unitaire afin que les combinaisons de capitalistes protégées par le Pouvoir gaulliste n'aggravent pas encore leur dure exploitation.

Le « dépôt de bilan » de Morane-Saulnier a servi, il faut le noter, la propagande du candidat U.N.R. dans

L'ENJEU DE LA BATAILLE NEYRPIE

En reniant impunément sa signature, le patronat peut réussir son opération de régression

LA « bataille Neyrpie » a mis tout Grenoble en émoi : depuis le 14 décembre — cela fait déjà un mois — les débrayages partiels succèdent aux grèves plus générales dans deux des plus grandes entreprises de la ville : la maison mère Neyrpie (3.050 personnes) et l'une de ses principales filiales, la Sogréah (950 personnes).

Fait caractéristique : ce ne sont pas seulement les ouvriers qui mènent l'action contre la direction, mais aussi les mensuels et les techniciens (le tiers de l'effectif de Neyrpie, la moitié de celui de Sogréah), ainsi que les ingénieurs (250 chez Neyrpie, 180 présents à la Sogréah). Le jour où les délégués syndicaux de ces deux entreprises sont « montés » à Paris pour expliquer à l'opinion, au cours d'une grande conférence de presse, leurs démêlés avec la direction, la quasi-totalité du personnel des deux entreprises a débrayé dans l'unité : totalité des ouvriers, 90 % des mensuels et techniciens, 92 % des ingénieurs (en particulier à Sogréah, où leur proportion est spécialement élevée).

Un enjeu capital

Comme on l'a déjà vu ces dernières années dans de nombreux cas analogues, l'identité d'intérêts entre ingénieurs, techniciens et ouvriers entraîne une révolte identique contre l'arbitraire patronal et sa volonté de régression sociale. L'affaire ne s'arrête d'ailleurs plus au groupe Neyrpie, puisque des cortèges dans les rues, une campagne massive d'affiches et de nombreux échos dans la presse ont étendu à tout Grenoble le vent d'indignation monté des ateliers et des bureaux de Neyrpie.

L'enjeu est en effet de taille : le patronat peut-il, en 1963, renier sa signature et remporter une victoire éminemment réactionnaire sur les travailleurs, en profitant de la présence au pouvoir de ses amis U.N.R., en particulier de celle d'un gaulliste « de gauche » (sic) au ministère du Travail ?

Le patronat semble assuré de son

succès ; il a d'ailleurs déclenché délibérément l'opération, en engageant dans la bataille un de ses spécialistes de l'action antisynicale, Georges Glasser, bien connu des organisations ouvrières pour avoir, naguère, licencié 1.000 travailleurs de la S.N.C.A.S.O. (Constructions aéronautiques du Sud-Ouest, qu'il devait faire fusionner avec la S.N.C.A.S.E. pour fonder Sud-Aviation, producteur des « Caravelles »), puis pour avoir, à la tête de l'Alsthom, refusé au personnel toute participation aux bénéfices en 1957 et demandé à ce même personnel de renoncer à toute augmentation de salaire en 1963 (bien que les prix montent de plus en plus vite...).

Le front sur lequel le patronat attaque est en outre capital : il s'agit de rien moins que d'un refus global d'appliquer les accords signés en octobre et décembre 1961 avec les syndicats, concernant les salaires, la durée du travail et la représentation syndicale dans l'entreprise ; bref, c'est la guerre délibérée, ouverte dans les conditions les plus scandaleuses.

A quoi il faut encore ajouter que le patronat s'engage ici en bloc par l'intermédiaire de ses « gros bonnets » : les actionnaires de Neyrpie ne sont autres, en effet, que l'Alsthom (une des plus grosses firmes de construction électrique, le Creusot (aciéries et métallurgie), Pont-à-Mousson (métallurgie), la Générale d'entreprise et... la Banque de Paris et des Pays-Bas, principal trust bancaire français. Pour que les choses soient plus claires encore, il faut noter que cette attaque est déclenchée après que les banques — qui avancent à Neyrpie les fonds nécessaires à son extension — aient posé leurs conditions, et après que le C.N.P.F. lui-même ait obtenu le remplacement de l'ancien président de Neyrpie, Dagallier, jugé trop « mou » à l'égard des syndicats.

Les accords de 1961 et 1962

Ce que le patronat ne pardonne pas à Dagallier, c'est en effet d'avoir signé, en 1961 et 1962, des accords qui

ouvrent une brèche dans le mur patronal. Certes, on peut être surpris qu'une brèche aussi faible déclenche de telles réactions, mais elle était considérée par les syndicats comme importante pour plusieurs raisons :

● l'accord de rémunération du 18 octobre prévoyait, outre une augmentation de 6 % par an pour la quasi-totalité du personnel (plus une majoration, par intégration de prime d'activité), la possibilité d'ouvrir de nouvelles discussions paritaires si la hausse des prix absorbait ces augmentations ; en revanche, si la hausse des prix était inférieure une certaine année à la hausse des salaires, le gain de pouvoir d'achat restait acquis pour l'avenir et ne pouvait plus être remis en question ;

● les primes annuelles (d'activité ou de résultats) devaient être discutées contractuellement sur le vu des résultats de Neyrpie ;

● les augmentations individuelles accordées à titre de promotion personnelle n'entreraient plus en compte pour l'appréciation de l'évolution du pouvoir d'achat global, telle qu'elle devait être faite chaque année (clause ci-dessus) ;

● le 9 janvier 1962, un nouvel accord stipulait l'avancement de l'âge de la retraite (moyennant certaines conditions d'ancienneté), la réduction du temps de travail (une journée de repos payée à l'occasion des « ponts »), l'allongement des congés annuels (de 1 à 3 jours), et l'extension aux ouvriers ayant dix ans d'ancienneté des avantages consentis aux mensuels ;

● dernier point, mais non le moindre, l'accord du 9 janvier reconnaissait la section syndicale d'entreprise en accordant vingt heures de délégation par mois au représentant de chacune des quatre sections syndicales.

Bref, c'était moins l'ampleur des gains obtenus que leur orientation qui intéressait les syndicats. C'est elle aussi qui a déclenché la contre-attaque patronale.

En annonçant, les 3 et 13 décembre dernier, qu'il « suspendait » l'appli-

cation des accords de 1961 et 1962 — charmante formule pour indiquer qu'il reniait la signature patronale — Georges Glasser a mis en avant plusieurs raisons, qui ne valent guère mais montrent bien comment le capitalisme contemporain entend continuer à confisquer les profits en laissant les déficits ou les charges sur le dos de l'Etat ou des travailleurs.

Des arguments qui ne valent rien

1 Les salaires augmentent beaucoup trop vite, dit-il. En fait, si les charges salariales ont augmenté en 1962 de 18 %, la majorité de cette somme correspond à une augmentation du nombre des heures travaillées (donc de la production) : personnel plus nombreux, durée hebdomadaire du travail plus longue, moins d'heures de grève ; à quoi s'ajoutait l'augmentation du plafond de la Sécurité sociale et la prise en compte de diverses gratifications jusque-là comptées séparément.

Au total, l'augmentation du salaire — à qualification constante — a été de 5,8 % en un an pour le manoeuvre, de 7,1 % pour l'ouvrier et de 9 % pour le maître ouvrier. Ces hausses, non seulement ne dépassent pas celles prévues dans l'accord, mais restent inférieures (pour le manoeuvre et l'ouvrier) à la hausse des prix constatée à Grenoble et même à l'augmentation générale des salaires en France entre 1961 et 1962 (+ 9,1 %). L'argument patronal ne vaut donc rien.

Il vaut d'autant moins que la production a, dans le même temps, augmenté de 30 %. La part des salaires, dans l'ensemble de l'activité de Neyrpie, a donc baissé en 1962. Mais cela n'empêche pas le patronat de crier haro sur le salarié.

2 La trésorerie est de plus en plus lourde : « Il nous a fallu 2,6 milliards d'a. f. de plus en 1962, et il faudra davantage encore en 1963 », clame Glasser. Mais c'est un signe de prospérité. Toutes les entreprises dont la production s'accroît, dont les fabrications se diversifient (ce qui est précisément le

cas de Neyrpie, qui a le avantage de machines à production...

Pourquoi qui journa leurs salaires plémentaires propriété syndicalistes stockée se procurera actionnaires de deman forme d'au fonds normal de prunter au trouve plus teux de...

3 L'exam va faire vrai ?

L'examen tre que ce sera non les dépenses pic, mais la valeur tif du bilan « études de 700 à 18 (ce qui fait de ces études à qui le fait le succès et pic et des

Les conf de l'enjeu, Neyrpie est travailleurs la perdre.

(Enquête)

# TRAVAILLEURS PEUVENT OBTENIR SATISFACTION

nous ont déclaré les syndicalistes réunis par TRIBUNE autour d'une table ronde

usine POTEZ

description des Hautes-Pyrénées... docteur Paul Thillard, élu au... tour. « Si vous voulez sau... de Louey-Ossun, votez... disoit ce bon apôtre, car... partie de la majorité gouver... On comprend qu'étant... partie que M. Dassaut, il... se donner le beau rôle. Mais... de penser que le puissant... qui succède à Morane-Saul... agi selon la loi d'airain du... et sans s'occuper de l'opinion... Thillard.

il souligner que le « dépôt de... de Morane-Sauvignier a mis en... une certaine d'artisans et... de la région tarbaise, ... de la firme pour une... d'environ un million de F... comité de défense a été cons... qui, vraisemblablement, ne... pas de besogne, car cert... artisans se trouvent menacés... leur activité, réduisant... ouvriers au chômage.

J.-L. P.

PIC

ion sociale

ont besoin d'une tré... re, pour acheter da... ières premières et de... en attendant que la... le.

ent-ce les travailleurs... — en renonçant à... cette trésorerie sup... reste (en droit) la... actionnaires capi... lors que la production... en séries normales, ... mes profits aux seuls... la vérité est qu'au lieu... actionnaires (sous... tation de capital) les... à ce gonflement... orerie, ou de les em... banques, le patronat... peditif et moins cou... ler aux salariés.

rise perd de l'argent, ... nfin Glasser, en invo... déficit d'exploitation... anciens francs) qu'il... autre au bilan. Est-ce

projet de bilan mon... ficit comptable résul... de la différence entre... les recettes de Neyr... lement en diminuant... certains postes de l'ac... la valeur (supposée) des... rales », qu'on ramène... millions d'anciens francs... ire que les trois quarts... ne servent plus à rien :... croire quand on connaît... ant des matériels Neyr... des Sogréah ?) ;

sont donc claires : en... mauvais arguments, le... trepris une campagne... pour obtenir l'annula... sions qu'il avait dû... plus tôt aux syndi-

ations ont conscience... partie qui se joue à... op grave pour que les... sissent se permettre de

M. Rungis.

à Grenoble par notre... pondant.)

Afin de savoir ce qu'il faut penser de l'accord Renault et de ses prolongements, « Tribune Socialiste » a réuni plusieurs militants de différentes centrales pour une « table ronde ».

Il s'agissait de :

— André Barjonet, représentant de la C.G.T., au Conseil économique et social, secrétaire du Centre confédéral d'études économiques ;

— Antoine Laval, secrétaire général adjoint de la Fédération F.O. de la Métallurgie, membre du Conseil économique ;

— Robert Lucente, secrétaire adjoint du Syndicat général des travailleurs de la construction automobile C.F.T.C. ;

— Gilbert Malaisé, secrétaire du syndicat C.F.T.C. Renault.

Maurice Combes.

« Tribune socialiste » : Ces accords étant considérés comme un succès par tous les syndicats, pensez-vous que des accords analogues sont susceptibles d'être conclus en nombre assez grand dans la métallurgie et dans les autres branches industrielles ?

Barjonet : La C.G.T. considère que l'accord Renault constitue un succès très important des syndicats, et espère que ces accords seront suivis d'un nombre grandissant d'autres accords. Mais cela ne change rien à notre position en ce qui concerne les accords passés. D'autre part, nous demeurons résolument hostiles à tous les accords d'intéressement.

Nous restons très attachés aux problèmes de conventions collectives, certains accords pouvant être « chapeautés », par exemple, par une convention nationale de l'Automobile.

« T.S. » : Cependant, n'y a-t-il pas des difficultés pour conclure des conventions collectives ? N'assiste-t-on pas à une certaine dévalorisation des accords de salaires ?

Laval : Nous sommes, nous aussi, très hostiles aux accords d'intéressement où à des accords d'entreprise qui ont un caractère paternaliste. Nous restons attachés à la loi du 11 février 1950 et à la pratique des conventions collectives à tous les étages.

Lucente : Nous sommes d'accord sur le fait que la question la plus importante est celle de la convention collective nationale. Pour l'instant, nous avons axé notre effort sur la convention de branche : nous luttons pour une convention de l'Automobile.

Malaisé : Les accords d'entreprises permettent de préciser certaines dispositions des conventions collectives, concernant les salaires et la hiérarchie des postes.

Barjonet : Les conventions collectives comportent, par contre, un certain nombre de principes que l'on ne retrouve pas dans les accords d'entreprises.

Laval : Les accords d'entreprises précèdent en fait la convention, alors qu'il devrait être un avenant à celle-ci.

taux les plus élevés du monde. Cela doit permettre d'envisager une réduction de la durée du travail. Tout d'abord une petite réduction par la quatrième semaine de congés payés, ce qui ne représente que 48 heures en moins par an. Mais il doit être possible d'aller plus loin, par la réduction hebdomadaire du travail sans qu'il en résulte un manque pour la production et sans créer de difficultés pour les entreprises.

Laval : Le patronat ne manquera pas d'invoquer la concurrence étrangère. Il ne faut pas oublier que la réduction de la durée du travail est un phénomène international, aussi bien que dans les pays du Marché commun que dans la zone de libre échange. Des pays concurrents, tels que l'Angleterre et l'Allemagne, ont fait, en matière de réduction de la durée du travail (allongement des congés payés, diminution de la durée hebdomadaire) des efforts qui n'ont pas d'équivalents du côté français.

Lucente : Je suis d'accord avec ce qui vient d'être dit. De toutes les revendications actuellement posées par la classe ouvrière, la quatrième semaine est celle qui coûte le moins cher. La direction de chez Renault a d'autre part invoqué le désordre provoqué dans la production par les congés supplémentaires d'ancienneté accordés avant ou après la fermeture annuelle de l'établissement. Une de ses premières habiletés a été de décider que ces congés supplémentaires ne pourraient plus être accolés à la période de fermeture.

Lucente : Chez Renault, ce qui n'avait jamais été précisé dans les accords précédents, on a admis cette fois le principe du retour à la durée légale hebdomadaire du travail. Au plus tard dans deux ans, des accords seront passés pour atteindre cet objectif.

## Pour la réduction de la durée du travail

« T.S. » : En ce qui concerne les accords Renault, qu'en pense le patronat ?

Barjonet : Je pense que la direction de chez Renault, en accord avec le gouvernement, a essayé aussi d'accorder la revendication la moins coûteuse, la plus facile à accorder : la quatrième semaine de congés payés. J'interprète cela comme une espèce de manœuvre en direction des travailleurs : « Nous faisons du social, nous vous faisons un merveilleux cadeau. »

Mais les syndicats ont foncé et le problème se trouve posé dans toute la France. S'il y a eu manœuvre du gouvernement, elle se retourne contre lui et le patronat se trouve aussi infiniment embarrassé. La poussée des travailleurs s'accroît dans tous les domaines. Les positions du patronat et gouvernement sont liées.

Laval : Qui a gagné dans les accords Renault ? Les travailleurs, sans aucun doute. Une pression s'est exercée pour la réduction de la durée du travail, notamment sous la forme de l'augmentation des congés payés, ce qui était le plus nécessaire dans la région parisienne en raison de la fatigue physique imposée aux travailleurs (déplacements, etc.). Le gouvernement a inévitablement cherché à tirer un profit facile de l'opération. Bien que l'accord soit intervenu après les élections, il s'agissait de redorer le blason de l'équipe gouvernementale. Il est très intéressant d'enregistrer, après les premiers succès des récentes déclarations des ministres, venant ralentir, modérer, et contredire même, les propos déjà tenus. Pourquoi ? Parce que le patronat a parlé. Il semble que ces instances supérieures (C.N.P.F.) veulent résister à la quatrième semaine de congés payés. Certaines entreprises, prêtes à signer des accords pour l'allongement des congés payés, sont retenues de le faire par suite de l'intervention des organismes patronaux.

Lucente : La réaction du patronat, on pouvait s'y attendre. En admettant que le gouvernement ait favorisé cet accord Renault, il a tout de même commis une erreur : celle de ne pas comprendre que c'était une brèche par laquelle les organisations

syndicales allaient relancer toute l'action à l'échelon national.

« T.S. » : Que pensez-vous des arguments d'ordre économique que le patronat peut mettre en avant ?

Barjonet : Les arguments patronaux sont, dans la majorité des cas, des arguments de mauvaise foi. Une des caractéristiques de l'évolution est, incontestablement la progression de la productivité (notion qu'il est très difficile sans doute de définir scientifiquement). Cependant si l'on s'en tient à l'I.N.S.E.E., le développement de la productivité est de 4,5 à 5 p. 100 par an en France, ce qui est un des

## Le rôle du mouvement syndical

« T.S. » : Que pensez-vous des garanties de salaires en cas de baisse d'activité qui figurent dans les accords ? Des dispositions semblables ne peuvent-elles être étendues à d'autres branches ?

Malaisé : En ce qui concerne l'industrie automobile, les critiques que nous avons pu faire au régime capitaliste ces dernières années se sont trouvées justifiées. En 1958, un premier pas a été fait chez Renault en ce qui concerne les garanties de salaires en cas de baisse d'activité, par le paiement à 50 p. 100 des heures perdues de la 45<sup>e</sup> à la 48<sup>e</sup> heure. En 1962, la première heure perdue est indemnisée à 100 p. 100.

Lucente : Il faut bien distinguer, d'une part, ce qui est la réduction normale du temps de travail, d'autre part, une réduction qui serait la conséquence d'une crise. Le fonds de réserve institué à la Régie permettrait dans ce dernier cas de compenser en partie les pertes de salaires.

Malaisé : Il faut aussi poser le problème du salaire mensuel garanti.

Barjonet : Absolument d'accord.

« T.S. » : Que pensez-vous de ce qu'a écrit le quotidien de l'U.N.R., « La Nation », à propos des accords Renault : « La bonne ambiance sociale qui est celle de la France est due en grande partie à la hausse progressive du niveau de vie et, par voie de conséquence, à l'attraction beaucoup plus faible qu'exercent les syndicalis-

me révolutionnaire et la « lutte des classes ». Pour tout dire, on n'y croit plus. »

Barjonet : Ceux qui ont écrit cela ne connaissent absolument rien au mouvement ouvrier.

La démonstration a été amplement faite ces derniers temps que c'est par leur action organisée que les travailleurs peuvent obtenir la solution d'un certain nombre de problèmes depuis celui des salaires jusqu'à celui des retraites complémentaires pour en arriver à la réduction du temps de travail.

Laval : Ce n'est pas, en effet, à travers un nouveau paternalisme patronal, tel que celui des « relations humaines » dans les entreprises, que les problèmes de fond seront résolus, mais par l'action syndicale ; cela, les travailleurs en sont conscients.

« T.S. » : Pour un certain nombre d'objectifs essentiels, les syndicats se retrouvent d'accord et, à ce moment-là, sont suivis par les masses.

Lucente : Je tiens à signaler en conclusion, que chez Renault, nous avons été particulièrement frappés par le climat unitaire, la similitude de vues que nous avons eues tout au long des pourparlers, hors séance et en séance. Je ne crois pas au pluralisme syndical. En attendant que l'on soit arrivé à autre chose, il est très réconfortant de constater l'unité de vues qui a régné chez Renault où il ne s'agissait pas d'une action de caractère défensif. Cela est très net.

# CHARBON : Le gouvernement "social" n'a pris aucune mesure pour assurer un approvisionnement normal...

## LES ÉTRENNES DU POUVOIR OU LE CASSE-TÊTE DU "FRANC"

**L**A ménagère, qui avait déjà bien des difficultés à boucler son budget, a, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, un souci de plus, mais de taille.

Le nouveau franc ayant perdu, par décision officielle, son vocable « nouveau », nous voici devant l'imbroglio suivant : le nouveau franc vaut désormais 1 franc. Mais le nouveau franc valant 100 anciens francs, le franc 1963 vaut aussi 100 anciens francs.

### Racine et Voltaire

Ceci n'est qu'un début. Il reste sur le marché des coupures de 1.000 anciens francs (Richelieu) et 5.000 anciens francs (Sully). Les mêmes coupures existent, mais rédigées en nouveaux francs.

Ce qui complique le tout, c'est la sortie prochaine de billets rédigés en francs : 10 francs ou 1.000 anciens francs avec l'image de Voltaire, et 50 francs ou 5.000 anciens francs où figurera Racine.

Ce n'est pas tout, les pièces de 1 et 10 anciens francs ne disparaîtront qu'en 1967, celles de 20 et 50 anciens francs vers 1965. Cependant que de nouvelles pièces vont apparaître prochainement libellées 1 franc, 5 francs et 10 francs.

### Le dilemme : l'ancien et le nouveau

Depuis quatre ans, nous nous efforçons, sans grand succès, de convertir les anciens francs en nouveaux ; ajoutez à cela les confusions qui résulteront de la nouvelle mesure, et nous imaginons le casse-tête que sera notre nouvelle monnaie.

Tous ceux qui ont séjourné quelque temps en Angleterre, connaissent les difficultés que représente un système monétaire désuet.

La preuve de cet imbroglio, c'est M. Giscard d'Estaing, le ministre des Finances lui-même, qui nous l'a fournie. Ne s'est-il pas mis à compter en francs anciens, en plein milieu de la conférence de presse où il expliquait notre nouvelle monnaie ?

### De l'indifférence à la colère

Depuis dix jours que notre monnaie a subi des modifications, voyons comment ont réagi les Français. Dans une grande épicerie proche de la place de la Nation, le directeur ne semble pas trop ému :

« Cette mesure est ridicule, d'ailleurs personne ne s'est habitué à compter en nouveaux francs. Avec notre clientèle, nous parlons toujours anciens francs et ce ne sont pas les mesures nouvelles qui changeront quelque chose. »

La vendeuse d'une librairie-papeterie fuit les questions, timidement, elle finit par déclarer :

« C'est très ennuyeux, depuis huit jours nous perdons notre temps à expliquer aux clients qu'il n'y a plus de différence entre « francs et nouveaux francs. »

Dans un prunier, au rayon alimentation, une jeune employée, visiblement très troublée, fait son possible pour réussir son addition. Nous nous approchons, le sourire aux lèvres :

— Vous avez des difficultés avec la nouvelle monnaie ?

Elle se confie :  
— Depuis le début de l'année, nous

collier style « Quartier latin » auréole son visage. Il est très méfiant.

- Quel journal ?
- « Tribune Socialiste. »
- Connais pas ; de quel parti ?
- P.S.U.

Notre interlocuteur semble intéressé.

— J'aurais beaucoup de critiques à formuler contre le P.S.U. Hélas ! je n'en ai pas le temps, et ce n'est pas notre propos, mais je peux vous dire que le nouveau système monétaire complique singulièrement notre travail. Les premiers jours, j'ai tenté l'expérience et j'ai parlé franc, la clientèle a manifesté une si mauvaise



(Photo Tribune.)

### Une habitude qu'il faut prendre...

vivons un calvaire. La direction nous impose de compter francs 1963, et les clients parlent anciens francs. Imaginez notre situation !

Le langage change avec un boucher qui, dès la première question, se fâche tout rouge :

— Vous qui êtes journaliste, faites-moi plaisir, écrivez que le gouvernement nous em... avec ses nouveaux francs et francs. La vie est déjà assez difficile comme cela. D'ailleurs, tout cela, c'est sûrement un truc pour masquer l'augmentation des prix... (en quoi il n'a pas tort). Soudain, notre boucher s'inquiète :

— De quel journal êtes-vous ?

— « Tribune Socialiste. »

— Connais pas du tout, mais si vous publiez mes propos, je vous promets de le lire régulièrement.

Une dernière promesse et nous voici descendant le boulevard Diderot, en quête de nouvelles victimes.

Un pharmacien nous reçoit, quarantaine, lunettes, l'air sévère, un

humour que je suis vite revenu au langage classique de l'ancien franc.

Des clients entrent, le pharmacien cherche ses mots :

— Ces mesures sont très impopulaires, nous avons véritablement le sentiment qu'il existe un fossé entre le pays et les gouvernants. Il y a aujourd'hui en France deux pays, celui qui gouverne et celui qui subit. Dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, le vrai problème est de savoir jusqu'à quand nous nous laisserons manœuvrer sans réagir.

En servant une cliente le pharmacien nous lance :

— Envoyez-moi votre journal !

Dehors, le vent froid presse les derniers promeneurs, le feu rouge stoppe brutalement l'automobiliste pressé, tandis que les derniers mots du pharmacien nous poursuivent comme un leitmotiv :

— Jusqu'à quand nous laisserons-nous manœuvrer sans réagir ?

Dominique Laury.

B. C.

pour **25 NF** seulement au lieu de **60 NF** (prix à la mise en vente)

Tribune Socialiste

vous offre ce magnifique volume relié

Voici enfin, des origines à Khrouchtchev, l'histoire trop mal connue du peuple qui, sorti bien après les autres du Moyen Âge, domine aujourd'hui la moitié de la race humaine.

Cette histoire, d'une objectivité absolue, qui raconte en 306 pages de grand format (24x31) cette passionnante ascension, la rend sensible au lecteur par une illustra-

tion d'une richesse unique : 300 documents en noir et 36 en couleurs ! Mais seuls pourront en profiter de cette offre — car il ne reste que quelques exemplaires — les lecteurs qui enverront aujourd'hui même le bon de commande ci-contre à notre service littéraire, la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris-7<sup>e</sup> (avec faculté de retour dans les 48 heures).

BON à adresser à la Librairie PILOTE (Service T.S.)  
30, rue de Grenelle, Paris-7<sup>e</sup>

Veuillez m'adresser l'HISTOIRE ILLUSTRÉE DE LA RUSSIE par J. Carmichael pour le prix de 25 NF au lieu de 60 NF que je règle ci-inclus en un O mandat O chèque O chèque postal joint à ce bon (ne pas l'envoyer au Centre C.C.P.) à votre compte 13.905.31.

Je garde le droit de vous retourner l'ouvrage dans son emballage d'origine dans les 48 heures, auquel cas je serai immédiatement et intégralement remboursé.

Nom .....

Adresse .....

Signature :

HISTOIRE  
illustrée  
DE LA RUSSIE

ILLUSTREE DE LA RUSSIE



# PARIS-DROIT : MINOS contre MAJOS

## 1963 : année faste

Il ne manquait pas d'esprits sceptiques pour prédire que l'année 1962-1963 marquerait le déclin de l'U.N.E.F. et qu'avec la fin de la guerre d'Algérie elle ne retrouverait pas ses effectifs. Les élections de ce début d'année sont venues démentir ces prévisions : à Nantes, comme à Montpellier, comme à Toulouse, l'U.N.E.F. a, une fois de plus, prouvé qu'elle était la seule organisation représentative des étudiants.

Il est vrai que la situation est un peu différente à Paris, car le manque de cadres syndicaux s'y fait parfois sentir. Cela n'a pas empêché que la rentrée dans la plupart des A. G. témoigne du dynamisme de l'U.N.E.F.

Je n'en veux pour preuve que deux exemples : d'abord la manifestation sur les locaux de la F.G.E.L., non pas tellement dans la mesure où cette manifestation fut elle-même une réussite, mais pour la façon dont elle fut préparée. Ceci a confirmé non seulement la maturité syndicale des dirigeants mais aussi la réceptivité des adhérents de base. Et puis, il y a l'AGEDESEP.

Former un syndicat à la Faculté de droit, dans le milieu le plus réactionnaire qui soit, en face d'une « Corpo » fascisante et dont le président était, l'année dernière, arrêté pour collectage de fonds O.A.S., n'était pas une mince affaire. Ce fut d'abord l'œuvre d'une poignée de militants groupés autour d'un centre de polycopie. C'est maintenant une A. G. de près de 1.500 adhérents.

Si nous avons choisi d'en parler ici c'est, bien sûr, parce que l'AgeDesep est un témoignage vivant de la santé de l'U.N.E.F. Mais c'est aussi parce que, pour de nombreux militants, l'AGEDESEP a été l'école de la persévérance et du courage.

Jacques Kergoat

## Le PSU et la "FAC" de Droit

NOUS connaissons la place qui est faite dans l'Université française aux jeunes issus de la classe ouvrière : 40 p. de la population active, 3 p. 100 de fils d'ouvriers dans les études supérieures. Ce déséquilibre, dû à l'enseignement de classe dispensé par la bourgeoisie, tend à s'accroître à la Faculté de Droit. Ce fait tient à plusieurs causes bien précises : tout d'abord, l'esprit même des études : le Droit est la première superstructure de la société capitaliste, son garde-fou et la justification de ses répressions. D'autre part, les études de droit sont, avec les études de médecins les plus coûteuses pour les étudiants.

Le manque de places dans les amphithéâtres et les bibliothèques exige, en effet, pour la grande majorité des étudiants, l'achat des cours polycopiés des professeurs, dont la publication est monopolisée par une maison d'édition privée. Ceci entraîne la nécessité d'une mise de fonds

moyenne de 300 francs annuellement pour chaque étudiant, sans compter les frais d'inscription à la Faculté qui s'élèvent à 80 francs.

Enfin, les bourses sont allouées en très petit nombre. Toutes ces causes aboutissent à un fait nettement constaté : l'effectif de la Faculté de Droit est à grande majorité bourgeoise, avec une forte minorité fasciste. Un fait, cependant, tend actuellement à modifier profondément les données du problème : la création de la licence de sciences économiques, matière en évolution constante, qui attire, d'ores et déjà, beaucoup de jeunes des couches moyennes plus perméables aux vrais problèmes de l'Université et du pays.

C'est dans ce milieu que s'est implanté le « Groupe d'action socialiste », puis la section P.S.U. Recrutant grâce à sa lutte pour la paix en Algérie et à son antifascisme militant, elle a peu à peu gagné une influence par une action soutenue. Dans une Faculté hostile, en butte aux difficultés créées par l'administration quant aux distributions des tracts, elle a contribué à l'unité d'action avec les militants de l'U.E.C., les jeunes chrétiens de gauche et les organisations démocratiques.

La Corporation des Etudiants en Droit avait été exclue de l'U.N.E.F. en 60-61 pour non-paiement de cotisations. Mais cette exclusion cachait, en fait, de grosses divergences politiques. Soutenue par les groupes fascistes et nationalistes, elle avait, pour le 24 janvier 60, décidé une grève de soutien à l'éméute d'Alger. Sous la direction de Jean-Marie Le Pen, ancien président de la « Corpo », des groupes de nervis matraquaient les syndicalistes U.N.E.F. Président de la « Corpo » en 60-61, M. Leandri sortait de la Santé au mois d'octobre dernier après y être resté plusieurs mois à cause de ses relations avec l'O.A.S.

Contrainte, malgré tout, de rechercher des appuis moins voyants, elle eut une grande part dans la création de la F.N.E.F., organisme mis sur pied par le gouvernement en 1961.

C'est en face de ce syndicat « jaune » que s'est créée l'A.G.E.D.E.S.E.P. Peu à peu, son influence à la « Fac » a crû. Des 50 membres que groupait le Comité d'Union syndicaliste, l'A.G.E.D.E.S.E.P. a eu 700 adhérents en juin 62. Actuellement, elle groupe plus de 1.000 membres. Elle a été admise à l'U.N.E.F. en décembre, à titre de membre correspondant.

Gilbert Darmon.

## La démocratisation de l'Information arme principale contre la "Corpo"

T.S. — Jusqu'à l'année dernière, il n'existait qu'une seule association d'étudiants à la Faculté de droit. Pourquoi a-t-on créé l'A.G.E.D.E.S.E.P. ? (1)

Bertrand LANDY, président de l'A.G.E.D.E.S.E.P. — Cette association, la « Corpo », n'était pas représentative de tous les étudiants en droit. Ses statuts antidémocratiques (renouvellement par tiers de son bureau) interdisaient un contrôle effectif des adhérents sur le travail du bureau. En avril 1961, l'U.N.E.F. a exclu la Corpo ; donc les étudiants en droit n'étaient plus représentés. C'est pour ces raisons que l'A.G.E. s'est créée au début de l'an dernier.

T.S. — Quelle politique menez-vous face à la Corpo ?

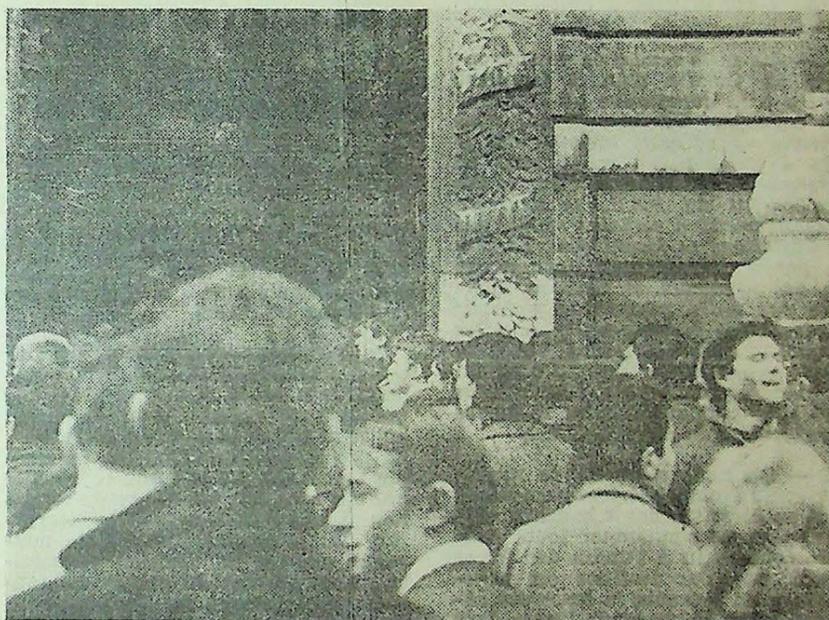
Bertrand LANDY. — Il nous faut d'abord analyser ce qu'est la Corpo. Elle est une « structure » qui ne cessera pas d'exister, car elle est sou-

met, parce que antidémocratique, il reste donc une seule solution : celle que l'on pourrait appeler l'« asphyxie par la base ».

T.S. — Comment définissez-vous cette méthode ?

Bertrand LANDY. — Les dirigeants syndicaux ne doivent pas agir POUR (ou PAR) les étudiants. Ceux-ci doivent prendre en main leurs propres problèmes, ce qui ne saurait se réaliser que par le syndicalisme quand il est dynamique et démocratique. Ce n'est qu'à l'A.G.E.D.E.S.E.P., que les étudiants en droit de Paris pourront prendre en main, ce qui les amènera à délaisser peu à peu la Corpo.

Olivier SCHLEMMER. — Il s'agit donc pour eux de participer à fond à la vie de leur A.G.E. Notre objectif est de susciter au maximum cette participation démocratique.



(Photo Elie Kagan.)

La F.N.E.F. ne doit plus recruter parmi eux sa masse de manœuvre.

tenu par une fraction de la collectivité, notamment l'industrie privée, qui y trouve un intérêt certain.

Olivier SCHLEMMER, vice-président de l'information. — De plus, la F.N.E.F., à laquelle a adhéré la Corpo, sert le gouvernement, et celui-ci ne saurait donc actuellement remettre en cause la représentativité qu'il lui a artificiellement attribuée.

Hervé MAURY, secrétaire général. — En fait, la Corpo correspond à une certaine fraction d'étudiants dont l'orientation politique ou l'origine sociale est bien déterminée.

Yves LE PAPE, vice-président intérieur. — Il faut rappeler à ce propos que la Corpo a intégré la F.N.E.F. sans consultation préalable de ses adhérents.

T.S. — D'après vous, il est donc impossible soit d'éliminer la Corpo à partir de ses structures, soit d'attendre que ses structures disparaissent. Comment alors résoudre la dualité des structures qui brise la force revendicative du mouvement étudiant ?

Bertrand LANDY. — En fait, il nous semble qu'on ne peut accepter la dualité des structures, puisque la F.N.E.F. n'a aucune représentativité syndicale.

D'autre part, il est inadmissible que la réunification se fasse par le som-

T.S. — Comment susciter cette participation ? Est-ce à l'exemple de la F.G.E.L. ?

Bertrand LANDY. — A notre avis, ce n'est pas la seule manière de résoudre le problème. Il nous semble que le premier objectif à atteindre est la démocratisation de l'information.

Le rôle des responsables syndicaux est d'alerter les étudiants des questions qui se posent. Mais c'est aux intéressés de chercher quels sont les arguments qui militent en faveur de telle ou telle solution.

Hervé MAURY. — Ainsi on apporte des éléments sur un problème donné (par exemple, le cas des 3<sup>e</sup> année de Sc. Eco. qui n'avaient plus le droit de redoubler en Section économique après le changement de régime, du fait de l'absence de régime transitoire).

Le rôle des responsables est alors de réunir les intéressés et d'élaborer avec eux les positions à défendre.

T.S. — Le rôle de l'U.N.E.F. devrait donc être actuellement de favoriser, partout où c'est possible, des contre-A.G.E. ?

Bertrand LANDY. — Ce n'est pas à l'U.N.E.F. de créer ou de susciter ces contre-A.G.E. Mais partout où se manifeste une opposition organisée et syndicalement représentative, face à la F.N.E.F., l'U.N.E.F. se doit de l'aider concrètement en vue d'une reconnaissance officielle.

Interview recueillie par Frédéric Desnaut.

(1) Association Générale des Etudiants en Droit et Sciences Economiques de Paris.

## UNI-Bref...

### ● CAHIER DE L'UNEF N° 1

Ainsi que nous l'avions signalé, l'UNEF publie dans ses cahiers, des éléments indispensables aux militants syndicaux.

Dans ce numéro, signalons des études sur :

- les coopératives ;
- le service civil ;
- l'Europe.

Des fiches de formation sur :

- l'information écrite ;
- la vente des cartes ;
- le délégué d'amphi.

Des documents sur :

- l'allocation logement.

### ● A NANTES : Crise.

Après leur défaite, une minorité d'opposants quitte l'UNEF et crée une contre AGE-FNEF.

### ● A AIX, on vote U.N.E.F.

— UGEA (créé par ceux qui ne pouvaient s'exprimer au sein de l'AGE de tendance FNEF), 1.036 votants, 1.022 UGEA.

— AGE (cf ci-dessus) : votants 569... mais 785 bulletins dans l'urne.

Le bureau FNEF est élu.

# POURQUOI TANT DE MENSONGES ?

**P**ARCE que ce parti est notre création et parce qu'il porte en lui tant d'espoirs, je m'adresse aujourd'hui aux camarades qui nous ont combattu avec le plus de violence et je leur demande amicalement, mais solennellement, de renoncer à des méthodes qui risquent, si l'on n'y prend garde, de détruire toute estime réciproque et toute fraternité de combat.

Que deux membres du bureau national aient, sans être mandatés pour cela, jugé naturel d'exercer un contrôle sur les articles qui devaient paraître dans la dernière « Tribune de discussion » et qu'ils en aient profité pour engager une polémique personnelle contre Jean Verlhac et moi-même est déjà grave en soi. Mais ce qui est beaucoup plus grave, ce sont les accusations que ces mêmes camarades — dans leur commentaire comme dans la grosse brochure qu'ils viennent d'éditer — portent sur les thèses que nous défendons.

## Une formule contestable

On peut penser ce que l'on veut du texte B et des idées qui y sont exposées. On n'a pas le droit de les déformer ainsi. Reprenons point par point ce qui a été affirmé à notre rencontre :

1. — On nous accuse de vouloir opposer la théorie d'un « troisième parti » à la perspective de l'unification socialiste. Or voici ce que nous écrivions — et nous seuls — dès le mois de septembre : « Si nous ne déclarons pas franchement que le développement du P.S.U. se heurtera nécessairement à certains seuils, que des évolutions se feront jour au sein des partis traditionnels comme au sein des syndicats, si nous ne montrons pas notre volonté de parvenir à travers ces évolutions et les crises auxquelles elles donneront lieu à la grande organisation unifiée dont les travailleurs français ont besoin, nous restreignons singulièrement la portée et l'efficacité de notre action. »

2. — On nous reproche de vouloir axer exclusivement le recrutement du parti en direction des « couches nouvelles » et de condamner toute politique conduisant à l'union des forces populaires. Pour justifier ces affirmations, on présente le texte des camarades du Rhône et de l'Isère dont on ne retient que quelques phrases détachées de leur contexte, comme un texte « interprétatif » du nôtre. Or la vérité est que tout en marquant notre accord avec ces camarades sur des points essentiels, nous leur avons écrit pour leur dire que la formulation qu'ils utilisent à propos du Front populaire nous paraît contestable et pour leur préciser no-

tre point de vue sur les fameuses « couches nouvelles ». « Nous pensons, avons-nous indiqué, que le parti doit être attentif à tous les changements qui sont intervenus au sein de la classe des salariés et qu'il doit faire porter ses efforts en direction des travailleurs touchés par ces changements. Nous croyons cependant, pour notre part, qu'il y a une dialectique des rapports entre l'« ancien » et le « nouveau » qui nous interdit d'affirmer que l'essentiel de la lutte des classes se déroule aujourd'hui au niveau des ouvriers qualifiés, des techniciens et des cadres. D'abord parce que ces catégories sociales sont souvent les plus sensibilisées par la démagogie néo-capitaliste et qu'il importe donc d'inscrire cette lutte dans un contexte plus général, mais aussi parce que les changements intervenus dans les structures capitalistes obligent une partie de la classe ouvrière « traditionnelle » appartenant aux vieilles industries à faire preuve, elle aussi, d'un esprit de renouveau. »

3. — On nous désigne comme « la majorité du bureau national » et on nous reproche de vouloir nous assurer le contrôle absolu du parti. En réalité, six membres (sur quatorze) du bureau national ont signé le texte B et ceux-ci ont, à de multiples reprises, proposé aux camarades de la tendance C une entente susceptible de mieux faire apparaître une large majorité. Nous pensons que si aucune majorité ne sortait du congrès, le parti en serait réduit à des combinaisons de type parlementaire groupant provisoirement tel ou tel courant, puis tel ou tel autre sans qu'on puisse jamais se référer à des opinions clairement déterminées par la base. Le résultat en serait la confusion, l'immobilisme... et le départ de nombreux militants.

4. — On nous accuse encore de soutenir le projet du futur « Sénat économique » et de vouloir établir une politique de collaboration de classe au sein des « centres de décision ». La première affirmation est un simple mensonge. La seconde représente une déformation volontaire de ce que nous avons écrit à propos de la création par le néo-capitalisme de nouveaux centres de décision économique fonctionnant en marge du gouvernement comme du Parlement. Il ne s'agit pas de répandre l'illusion que ces centres puissent être conquis dans le cadre de la société capitaliste. Il s'agit tout simplement de souligner la nécessité de porter la contestation à tous les niveaux : de l'entreprise aux Assemblées politiques... en passant par les nouveaux éléments de pouvoir...

## Une coalition malsaine

Pourquoi toutes ces contre-vérités ? Parce qu'il s'agit de dissimuler sous le voile d'une sainte indignation et par l'utilisation de véritables procédés de prestidigitations les oppositions réelles qui séparent les différents courants provisoirement ligés contre la tendance B.

Nous pensons que cette coalition est une coalition malsaine, génératrice de confusion et qu'elle tend à transformer la discussion politique en une simple lutte de clans et de personnes. C'est pourquoi, au lieu de tomber dans les polémiques stériles, nous répéterons inlassablement que trois grandes questions doivent dominer le congrès.

— l'analyse du gaullisme et de ses rapports avec le néo-capitalisme ;

— la nécessité d'approfondir, à partir de cette analyse, la stratégie du Front socialiste, stratégie qui lie étroitement la perspective de l'unité à la nécessité du renouveau ;

— l'urgence de la réforme des structures et des méthodes du parti afin d'appliquer cette politique.

Ce sont sur ces trois grandes questions qu'il faut faire la lumière et dégager la majorité.

Gilles Martinet.

# OU EST LA VRAIE POLITIQUE DE FRONT SOCIALISTE ?

**T**OUS les militants du P.S.U. déplorent la multiplicité des textes d'orientation proposés au prochain congrès. Il est vrai, en effet, que seules trois orientations semblent possibles, dont une devrait faire l'accord de la grande majorité des membres du parti : approfondir et préciser la politique de Front socialiste définie au congrès de Clichy.

Mais à cette orientation correspondent deux textes (B et C). Les signataires du texte B estiment qu'il n'existe pas d'opposition sérieuse entre ces deux textes et qu'eux-mêmes devraient rallier tous les partisans de la politique de Front socialiste. Qu'en est-il en fait ?

Certes, si l'on s'en tient aux textes eux-mêmes, les oppositions n'apparaissent pas toujours à la première lecture et l'on peut être tenté de rechercher l'unité à tout prix sur un texte aux formules séduisantes mais manquant parfois de précision. C'est une tentation que l'on doit éviter si l'on veut que ce congrès soit celui de la clarification. Pour qu'un choix clair puisse s'exprimer, il apparaît donc nécessaire de cerner les divergences pouvant exister entre les textes B et C.

Les deux textes qui recherchent l'approfondissement de la politique de Front socialiste se rejoignent dans l'affirmation qu'il faut dissiper les équivoques et définir avec précision la « raison d'être du parti ». Mais ils diffèrent tant sur ce problème fondamental de la « raison d'être du parti » que sur la clarté avec laquelle ils définissent les positions cruciales.

## La conquête du pouvoir et les « nouveaux centres de décision »

Le but du parti est la conquête du pouvoir pour la transformation socialiste de la société ; or le pouvoir n'est plus simplement le contrôle des ministères et de la majorité parlementaire ; c'est aussi le contrôle des « nouveaux centres de décision économique-politiques » (par exemple les commissions du Plan).

La politique du parti doit donc se situer sur ces deux plans et posséder tant une assise de masse pour la conquête du pouvoir politique classique que des techniciens issus des « couches nouvelles » pour le contrôle de ces nouveaux centres de décision. Le texte B insiste surtout sur ces fameuses « couches nouvelles » où se recrute l'essentiel des techniciens et des cadres ; car, si l'on note en passant la nécessité de la pression des masses populaires, on ne prévoit rien pour la rendre possible et, surtout, on considère comme primordial le « noyautage » des nouveaux centres de décision économique, et ceci à l'intérieur du régime capitaliste. Deux conséquences découlent de cette orientation :

— la tentation constante du réformisme gestionnaire, de la conquête du régime « par l'intérieur », tentation d'autant plus grave que ce sont des couches sociales relativement privilégiées qui la subissent ;

— l'indifférence à un recrutement de masse dans les classes populaires, l'essentiel étant de gagner au socialisme les classes moyennes qui, du fait de la structure actuelle de l'enseignement, fournissent l'essentiel des cadres.

Nous ne pensons évidemment pas qu'il faille négliger ces nouvelles couches et tomber ainsi dans les aberrations de la politique thorezienne qui les ignore totalement ; mais nous estimons que, pour un parti socialiste, l'essentiel reste l'assise dans la classe ouvrière, que là est le principal objectif à atteindre dans l'immédiat.

## L'assise sociale du parti

Que l'on ne nous accuse pas de « procès d'intention » et de création d'oppositions artificielles : nous savons que les habiles rédacteurs du texte B l'ont fait à la fois si complet et si équivoque qu'il est impossible que chacun n'y trouve point ce qu'il y cherche ; mais il est significatif que ce sont les mêmes rédacteurs

qui, dans « France Observateur », dans « Tribune Socialiste », dans les éléments de programme du C.P.N., n'ont de louanges que pour ces nouvelles couches, d'intérêt que pour ces cadres techniques « réalistes et efficaces » ; ce sont eux qui idéalisent ces catégories, apparaissant ainsi plus souvent à la remorque qu'à l'avant-garde des syndicats réformistes tels que la C.F.T.C., le C.N.J.A., l'U.N.E.F.

Le texte B, de même que l'action de la majorité sortante, fait bon marché des problèmes d'effectifs d'implantation du parti dans la classe ouvrière ; mis à part l'exemple de Decazeville, qui n'est si souvent cité que parce qu'il est exceptionnel, qu'a-t-il été fait pour se solidariser pratiquement avec les luttes quotidiennes des ouvriers ?

Quelles que soient les nouvelles structures politiques, économiques, sociales même, du néo-capitalisme français, il est un principe dont l'oubli a mené tant de mouvements socialistes à des impasses réformistes : c'est que le socialisme ne peut se faire qu'avec la participation active des couches sociales les plus intéressées à le faire, parce que les plus aliénées par le capitalisme : les ouvriers de l'industrie et éventuellement de l'agriculture.

Les auteurs du texte B veulent asséoir le P.S.U. sur des catégories qui sont au moins aussi attirées par les séductions technocratiques du pouvoir que par le socialisme et dont l'intérêt matériel et professionnel à liquider le régime n'a rien d'évident.

Comme le texte C, le texte B prône la stratégie du Front socialiste, mais celui-ci est impossible tant que le P.S.U. reste un « petit parti », une simple force d'appoint constituée par les cadres techniques et syndicaux. Le Front socialiste se fera par le P.S.U. ou ne se fera pas ; mais il est irréalisable tant que notre ligne flottante traduit les hésitations des couches sociales qui le composent et tant que notre implantation ouvrière ne nous permet pas de dialoguer avec le P.C. dans une position d'égalité.

## Faire du P.S.U. un parti ouvrier

Le texte B laisse planer une dangereuse équivoque sur toutes ces options fondamentales que sont : l'assise de classe du parti, la solidarité avec les luttes ouvrières, le danger technocratique, etc. Le texte C précise ces différents points, met bien en lumière les choix et les oppositions que le texte B préfère ignorer ; et surtout il définit les moyens de faire du P.S.U. un parti ouvrier de masse capable d'imposer au mouvement ouvrier souvent sclérosé et sans perspectives immédiates, la seule ouverture possible : le Front socialiste pour 1963.

Pour tous les militants partisans de la politique de Front socialiste, le choix est donc entre :

— le texte B, très séduisant, très complet, qui répond d'avance à toutes les critiques ; c'est par excellence un texte d'unanimité ; mais, une fois de plus, les options fondamentales y sont noyées et équivoques. Cependant, on peut en donner une définition générale : tendance à un certain néo-réformisme gestionnaire et technocratique, recherchant l'appui des classes moyennes évoluées. Le prolétariat est abandonné au P.C. puisque rien n'est défini pour l'attirer au P.S.U. Cette politique ne peut qu'accélérer cette évolution qui tend à faire du P.S.U. un petit parti d'intellectuels et de spécialistes. C'est un texte qui maintient le trouble et l'équivoque. Il ne peut que retarder la clarification et le renouveau de la politique du parti ;

— le texte C, beaucoup plus concis et sans doute moins brillant ; il ne prétend pas épuiser tous les points de vue sur tous les problèmes, ni à concilier à tout prix les tendances contradictoires en lançant à chacun les mots susceptibles de déclencher ses réflexes favorables ; il a le mérite de dégager les vrais problèmes et de mettre en évidence les véritables oppositions au lieu de les nier.

Alain Brisset, Jacky Réault,  
(Fédération de Loire-Atlantique.)

## Bulletin d'abonnement TRIBUNE SOCIALISTE

NOM .....  
Adresse .....

## Désire s'abonner

Pour une durée de  
(Rayer les mentions inutiles.)  
Soutien ..... 50 F  
1 an ..... 28 F  
6 mois ..... 15 F  
3 mois ..... 7,5 F

Signature :

54, boulevard Garibaldi, Paris-15<sup>e</sup>  
C.C.P. PARIS 5826-65

**Priorité à l'Union de gauche**

A l'occasion du congrès d'Alfortville, des textes, volumineux pour la plupart, tout d'abord ont été adressés aux militants du Parti. Il était, en effet, normal que notre jeune Parti s'interroge sur son orientation.

Cela n'a pas été sans résultat : la réflexion a mûri et, à l'approche du congrès, il s'est opéré une véritable décantation. A cet égard, les textes parus ensuite dans les deux derniers « Courrier du P.S.U. » sont significatifs.

Deux grands courants se dégagent, ils sont caractérisés pratiquement par la forme de la lutte à mener contre le régime.

On peut faire des analyses profondes sur la nature du régime, ses composantes sociales, cela compte, bien entendu, mais ce n'est pas décisif. Souvent, en effet, nous avons vu des analyses identiques aboutir à des conclusions différentes. Cela tient, le plus souvent, à ce qu'elles ont surtout pour objet de servir ces conclusions auxquelles on était déjà acquis.

Pour nos camarades du texte B, ces conclusions sont l'affirmation de la pérennité du régime et l'impossibilité de créer une Union des Gauches. Les deux affirmations sont destinées à être complémentaires et c'est ainsi que ces camarades débouchent sur une certaine orientation et que la contestation globale du régime est remplacée par une contestation fragmentaire des multiples éléments de ce régime.

Cela, comme ils nous le disent, est une œuvre de longue haleine. Or le risque est grand de devenir, à l'intérieur d'un régime « technocrato-autoritaire », aussi réformiste que les partis traditionnels le sont devenus dans un régime de démocratie bourgeoise.

Encore faut-il que le régime se prête à cette sorte de grignotage.

Mais comment les signataires du texte B en sont-ils arrivés à affirmer l'impossibilité d'une union de la gauche ? L'analyse, elle-même, a besoin de l'expérience. Quelles sont les expériences qui ont été tentées ? Quel bilan, dans ce sens, le Parti présente-t-il ? Quels sont les échecs que nos camarades, et il en est de responsables de directions fédérales et nationale, ont rencontrés ?

La gauche, elle-même, dans ses masses et non dans ses partis, a fait, lors du second tour des élections de novembre, la démonstration qu'il y avait une possibilité d'union.

C'est au P.S.U. de le comprendre et, à travers ses propres tâches, de s'y consacrer. C'est en étant d'accord avec ce sentiment profond qu'il se développera.

Nous n'avons cessé de l'affirmer. Nous devons faire des propositions de programme commun, et pas seulement aux directions des partis et des syndicats. Nos militants, dans les entreprises et dans les localités, partout, devront être les porteurs de ces propositions qu'à leur échelon ils essaieront de réaliser.

Et à moins d'avoir l'opinion de nos camarades de la motion Rhône-Isère pour lesquels « Tout slogan de Front populaire P.C.F. - S.F.I.O. - Radicaux-P.S.U. ou d'unité entre les communistes, les socialistes et les autres républicains — même si l'on admet les syndicats comme force d'appoint — condamne le Parti à l'immobilisme et à la mort à brève échéance ». Nous pensons, au contraire, qu'il est indispensable de s'atteler à cette tâche d'union.

C'est l'orientation prioritaire que devrait prendre le Parti et rien d'autre ne devrait être retenu avant qu'un essai sérieux et loyal ait été mené à son terme.

**Maurice Klein.**  
(motion A)

P.S. — Dans la dernière Tribune de discussion, sous le titre « Appel aux militants », signé par un certain nombre de responsables fédéraux, est proposée une méthode de discussion singulière : « Aux sections et aux fédérations de prendre comme base de discussion le texte B, le compléter, l'améliorer, etc. »

Tous les textes sont des bases de discussion et il est anormal de conseiller une procédure qui vise à écarter délibérément certains textes pour que le débat ne concerne qu'un seul autre.

Des fédérations se sont déjà émues, et c'est bon signe.

**Réunion à Donges**

DONGES. — Réunion publique avec débat, organisée par la section P.S.U. de Saint-Nazaire.

« La laïcité ; l'enseignement ; les positions du P.S.U. », avec la participation de Pierre Franck, Jean Aubry et Claude Ermine, membres de la C.E.F.

P. FRANCK,  
secrétaire de la section.

**De Cambridge**

CAMBRIDGE University Labour Club

« J'ai reçu la mission de vous envoyer la résolution suivante prise lors d'une réunion récent de notre club.

« Ce club souhaite que la solidarité dont a fait preuve la gauche lors du scrutin de ballottage des élections françaises, soit prolongée par une entente entre les différents partis. »

(2 décembre 1962.)

**Nécrologie**

Nous avons le regret d'annoncer la mort de notre camarade Marcel Blanc, de Bordeaux.

Marcel Blanc avait pris une part importante à la fondation du P.S.A., dont il avait organisé la fédération de la Gironde. Militant fidèle et actif, il avait poursuivi son action au P.S.U. Sa disparition sera douloureusement ressentie par les camarades de la Gironde et par tous ceux qui l'ont connu.

A la femme et aux enfants de Marcel Blanc, ainsi qu'à la fédération de la Gironde, le Bureau national et Tribune socialiste adressent leurs sentiments de douloureuse sympathie.

**Plus que jamais, se loger**

Le parti a, plus que jamais, besoin de se loger.

Notre souscription pour la Société Civile Immobilière est toujours ouverte. Il est évident que pendant la période électorale, nos camarades, et sympathisants ayant d'autres préoccupations, cette souscription ne nous a pas encore procuré les ressources qui nous sont absolument indispensables.

Nous demandons aux uns et aux autres de renouveler leur effort.

Nous rappelons que les fonds doivent être adressés — chaque part étant de 50 NF — à :

M. Jacques BUENO, 3, allée Tristan - Bernard, à Pantin (Seine). (C.C.P. 1752-01, à Paris.)

Merci à tous.

Edouard Depreux.

**A nos futurs annonceurs et amis**

Commerçants, artisans, industriels, sympathisants, soutenez notre action, aidez TRIBUNE en nous réservant votre publicité. Celle-ci est indispensable à la bonne marche de toute publication.

En nous confiant vos annonces publicitaires, vous améliorerez la marche de vos affaires et contribuerez à l'équilibre de notre journal.

Demandez-nous nos tarifs, nous vous les enverrons ou, plutôt, prenez contact rapidement avec notre chef de publicité.



**ALGERIE ET P.S.U.**

Faillerin, cité les Hermières, Francheville (Rh.).

Je viens t'apporter les doléances de trois camarades de mon équipe de lecteurs de T.S.

On n'y parle plus de l'Algérie depuis six numéros.

Les camarades prennent cela comme une démission devant un problème ardu ou devant une situation qui n'irait pas comme l'aurait voulu le P.S.U.

Il serait peut-être bon, en effet, de ne pas abandonner un problème si vite et surtout expliquer. Car beaucoup de sympathies nous venaient pour cela.

Certains sont venus au politique par ce problème — ils veulent en voir la continuité.

**Bien ! pour votre dernier Edito**

C. Chevigny  
à Saint-Etienne (Loire)

Gilles Martinet a mis fort à propos les pieds dans le plat (5 janvier).

Notre principale bataille est le droit de regard sur la planification.

A l'échelon des comités d'entreprise, on peut découvrir pas mal d'anomalies. Le devoir des syndicalistes est d'y mettre le nez. Et d'en référer à leurs camarades. Ce n'est pas là « l'école primaire du socialisme » ; c'est de la pure action socialiste, pour préparer le futur droit de gestion des producteurs.

A contrario, mener campagne pour

CHAQUE SEMAINE :

LISEZ ET FAITES LIRE

**TRIBUNE Socialiste**

« Ses échos, ses rubriques politique, sociale, économique, étrangère, ses études, ses documents, ses critiques littéraire, théâtrale, cinématographique »,

**TRIBUNE, le journal qui monte.**

Paraît le vendredi. — En vente dans tous les kiosques

**PANTHÉON** 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 16 au 22 janvier

**LES DIMANCHES DE VILLE-D'AVRAY**

Un film de Serge Bourguignon

POUR SON OUVERTURE  
LE STUDIO ST SEVERIN V.O.  
12, ST SEVERIN (5<sup>e</sup>) ODE 5091  
à 50 m. du 3 Bd St MICHEL  
le plaisir de vous présenter  
la plus célèbre  
COMÉDIE  
AMÉRICAINNE  
**New York Miami**  
de FRANK CAPRA  
avec CLARK GABLE  
CLAUDETTE COLBERT

**STUDIO 13** 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Semaine du 16 au 22 janvier

**SOURIRES D'UNE NUIT D'ETE**

de Ingmar Bergman en v.o.

Au même programme :

**GUERNICA**  
de Alain Resnais

TRIOMPHAL SUCCES

**LE JOURNAL D'UN FOU**

de GOGOL

avec ROGER COGGIO

A PARTIR DU 11 JANVIER 1963

**THEATRE HEBERTOT**

Loc. 15 jours d'avance — EUR 23-23

PRIX JEUNE CRITIQUE

**THEATRE EN ROND**

**3 CONTRE 1**

avec

**Maurice TEYNAC**

**TRIBUNE Socialiste**

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

● Administration : ● Rédaction :  
54, bd Garibaldi 8, rue Henner  
Paris (XV<sup>e</sup>) Paris (IX<sup>e</sup>)  
Tél. : SUF 19-20 Tél. : FIG 65-21

● Publicité :  
Geneviève Mesgulche  
71, rue des Saints-Pères  
Paris (6<sup>e</sup>)  
Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois ..... 7,5 F  
6 mois ..... 15 F  
1 an ..... 28 F  
Soutien ..... 50 F

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.  
52-61, rue La Fayette  
Paris (9<sup>e</sup>)

## IONESCO contre PISCATOR

L'ACTUALITE théâtrale se trouvant, pour l'essentiel, dans le creux de la vague, nous pourrions nous arrêter cette semaine, durant quelques lignes, sur deux articles publiés par le mensuel Théâtre.

Dans le numéro 37 (novembre), Claude Planson, directeur du Théâtre des Nations, interrogeait Erwin Piscator à l'occasion de la nomination de ce dernier à la direction du théâtre de l'association de spectateurs « Volksbühne », à Berlin. Piscator, rappelant le sens qu'il avait voulu donner à sa carrière de metteur en scène — au service du théâtre politique — considérait la scène et ce qui s'y passe comme le reflet d'une conception du monde. « Si je m'étais occupé d'esthétique, déclarait-il, j'aurais raté ma vie. Ce qui m'intéresse, ce sont les auteurs qui ont quelque chose à dire, quelque chose qui nous concerne. Il n'y a pas d'auteurs, aujourd'hui, à l'exception de Brecht, qui répondent aux besoins de notre temps. Sartre s'en approche, mais pas toujours. Ionesco a du talent, mais ce n'est pas un auteur d'avant-garde, tout au moins dans le sens où j'entends le mot. Le dadaïsme a dit tout cela avant lui. »

Dans le numéro 39 de Théâtre, Ionesco répond. Pour lui, « un théâtre qui n'aurait pas une esthétique, un style est inconcevable ». Le dépassement de la politique, qui se préconise de plus en plus, fait que le théâtre de Piscator peut être périmé ou en train de se périmé. Le vrai théâtre de notre temps ? celui qui est contre le temps, les doctrines. L'auteur doit être au-dessus des haines. »

On notera la confusion que fait décidément Ionesco : Piscator a nié son « esthétique », son style aux nécessités de ses mises en scène : il n'a pas fait de la politique (but formel), mais exprimé des idées politiques. Ce que fait d'ailleurs M. Ionesco, quoi qu'il en dise (« au-dessus des haines » ?). Le dépassement de la politique ? Les « nécessités de l'esprit » ?

Ce vocabulaire, mais c'est celui des défenseurs de l'Art éternel, des vestales de « l'art pour l'art ». M. Ionesco en constituerait-il l'arrière-garde ?

E. C.

## Variétés

### La bonne chanson : Une soirée à l'Ecluse

LOIN des temples fastueux du music-hall commercial (où l'on adore un peu tout le monde), il existe dans Paris quelques petits cabarets qui, contre vents et marées, se consacrent uniquement à défendre la bonne chanson.

Allez donc un soir faire un tour à l'Ecluse. C'est là que Brassens et Ferré commencent ; je ne vous garantis par le moelleux des banquettes, mais les artistes, qu'ils soient connus ou débutants, y sont toujours intéressants.

La reine de ce minuscule Palais de la Découverte se nomme présentement Barbara. Peut-être la connaissez-vous ? Drapée dans un étrange fourreau noir, outrageusement fardée, elle détaille ses petites chansons malpensantes et non-conformistes, avec un art de la diction et du geste qui fait irrésistiblement penser à Yvette Guilbert.

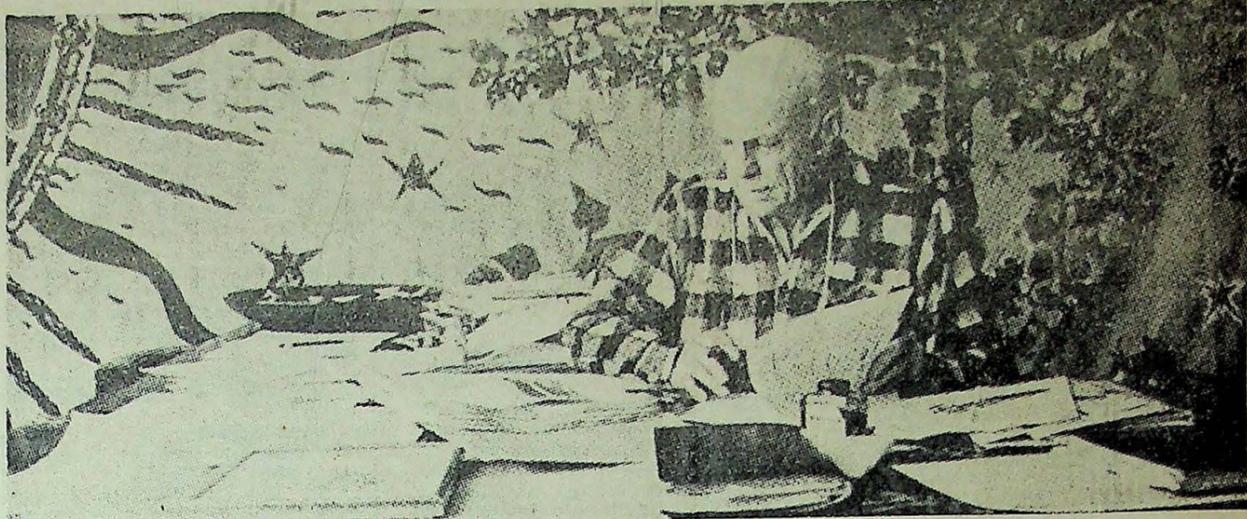
C'est bon, c'est très bon, et ce n'est pas tout. A toute reine, il faut un bouffon. Pour Barbara, ils s'y sont mis à deux : ils s'appellent Dupond et Pondu ; démenageurs ahuris et sympathiques, ces deux drôles vous transportent d'aise et de rire en chantant des refrains 1900 qu'ils habillent de telles réparties que vous ne pouvez que sombrer dans l'hilarité générale. Gageons que nous les verrons bientôt sur une grande scène parisienne.

Un mot encore pour signaler les mimiques de Bernard Alers, et la rentrée à Paris d'Yves Joly et de ses Marionnettes.

Je ne peux bien sûr citer tous ceux qui passent à l'Ecluse. Je ne dis pas non plus que l'Ecluse a l'exclusivité de la bonne chanson ; la rive gauche est riche en découvertes et, du « Cheval d'Or » à la « Contrescarpe », nous aurons l'occasion d'en reparler.

Michel Joch.

# LURÇAT A HAUTE VOIX



Lurçat à Paris

UN magnétophone ouvert, Claude Faux a vécu près de Lurçat. Au jour le jour, au hasard des conversations, un livre a pris forme. Lurçat, grand seigneur de la parole, sait camper un homme, sait poser un problème, faire revivre une époque. Car rien ne lui est indifférent et devant chaque événement, il a pris position : la guerre de 1914, la guerre d'Espagne, la guerre de 1939, l'aventure d'Aubusson... Il a vécu en épaisseur.

Avec cette riche matière, Claude Faux a construit « Lurçat à haute voix » (1) ; nous lui avons demandé de nous parler de son livre.

— Pourquoi avez-vous choisi Lurçat ?

CLAUDE FAUX : Lurçat est un modèle d'optimisme et d'équilibre et j'ai voulu savoir en quoi consistait cet équilibre. Le problème s'est imposé à moi car les créateurs d'aujourd'hui, aussi bien les écrivains que les peintres abstraits, sont des types névrosés. J'ai voulu savoir pourquoi Lurçat ne leur ressemblait pas. Je me suis aperçu que Lurçat était aussi névrosé que la plupart des intellectuels d'aujourd'hui, mais par la tapisserie, il a retrouvé l'équilibre et les nécessités du travail collectif et les rigueurs techniques de la tapisserie ont eu une répercussion dans sa vie.

— Que pensez-vous des rapports entre l'art et le travail d'équipe ?

CLAUDE FAUX : La peinture de chevalet a donné de très bonnes choses, mais elle est liée à des conditions économiques. Au Moyen Age, il n'y avait pas de peinture de chevalet. Les peintres travaillaient sur commande. Ils n'avaient pas la tentation de se lancer dans des recherches. Ils rendaient service à la société. Puis, à l'avènement de la propriété bourgeoise, les gens ont voulu acquérir l'art et se différencier ainsi des autres : au XVIII<sup>e</sup> siècle, la tapisserie se faisait avec 14.400 nuances. Le possesseur d'une telle tapisserie était sûr que le voisin n'avait pas la même. Lurçat a dû remonter le courant et réduire les nuances au nombre de 84. Cette simplification n'a pas été sans poser de problèmes. En premier lieu, les meilleurs ouvriers d'Aubusson se sentirent frustrés. Mal payés, ils avaient une fierté artisanale. La simplicité du moderne leur a donné l'impression d'être volés de leur habileté, d'être frustrés de leur dignité artisanale.

— Un travail collectif, lié à des impératifs financiers, ne risque-t-il pas de tomber sous la coupe des riches employeurs ?

CLAUDE FAUX : Evidemment, une grande tapisserie ne peut être commandée que par une grande entreprise. Il s'agit alors de prendre le problème avec le maximum d'ouverture d'esprit : pour un fabricant de chocolat, par exemple, Lurçat est parti de l'idée que le chocolat était vendu sur les quatre continents. Pour une maison de colorants, il a fait une tapisserie ayant la couleur comme thème.

— Quel est, selon vous, l'apport le plus important de Lurçat ?

CLAUDE FAUX : D'avoir ressuscité Aubusson et la tapisserie. Il va fait en retournant aux sources et en respectant la matière, la laine. La décadence de la tapisserie est venue le jour où l'on a voulu faire des tableaux en laine. Le peintre faisait une toile et le tapissier la recopiait. Lurçat a remis la laine en honneur. Il a éliminé la couleur de ses cartons et l'a remplacée par des numéros qui renvoient aux laines. Ce retour aux sources lui a permis d'entreprendre le grand œuvre de sa vie, le Chant du Monde, qui doit être, pour le XX<sup>e</sup> siècle, ce qu'était l'Apocalypse d'Angers pour le Moyen Age. Lurçat y travaillera le restant de ses jours. Les

quatre premières tapisseries sont déjà terminées : La Grande Menace, le Grand Charnier, l'Homme d'Hiroshima, la Fin de Tout. Cette œuvre dira les plaisirs de l'homme : la Poésie, la Conquête de l'espace, la Musique, l'Amour.

O. HAHN

(1) Julliard, éditeur.

## HISTOIRE DE LA GESTAPO

par Jacques DELARUE

ENCORE un livre (1) sur les atrocités hitlériennes diront des esprits chagrins ; eh bien oui ! encore un, et un livre important, utile pour la jeunesse, nécessaire pour ceux qui ont la mémoire courte (et ils sont légion).

Il faut se souvenir que la Gestapo « Geheime Staats-Polizei » ou police secrète d'Etat fut créée de toute pièce par Hitler et Göring le 2 février 1933 pour éliminer l'adversaire par tous les moyens. Dès sa mise en place, cette police politique se distingua par sa cruauté. Le 27 février, l'incendie du Reichstag est imputé aux communistes, ce qui permet une vague d'arrestations. Puis ce sont les Juifs et toute l'opposition à Hitler qui sont liquidés. En six semaines, 28.000 personnes sont emprisonnées dans les camps de concentration. Ce fut le début de l'histoire tragique dont le résultat se compte par plusieurs millions de morts.

Jacques Delarue connaît bien la Gestapo. Résistant, officier de police sous l'occupation, il fut chargé, à la Libération, de la liquidation des séquestrés de cette organisation en France. Cette étude très précise de l'histoire de la Gestapo, pivot du nazisme, n'est pas seulement d'un intérêt pour les historiens, mais ce document comporte une conclusion que plus d'un homme aurait profité à méditer.

« Déjà, aux quatre coins du monde, les survivants et les nostalgiques du nazisme jettent de nouveau au vent les graines mortelles. Si les hommes manquent de mémoire, si des circonstances favorables, des temps troublés ou l'absence de remparts solides venaient à le permettre, la marée sanglante pourrait déferler de nouveau. »

Marcel Aizertin

(1) Fayard (col. « Les Grandes études contemporaines »).

## EN BREF

### A propos de Louis Lecoin

La revue poétique « La Tour de Feu » consacre son numéro 75 au vaillant lutteur libertaire Louis Lecoin. Pour cet hommage au farouche défenseur des objecteurs de conscience, l'équipe de « La Tour de Feu » a voulu bien faire, trop bien, et comme le comédien qui, par amour de son personnage, en rajoute, multipliant les effets, le résultat est un four.

## Cinéma

### NEW YORK-MIAMI

VOICI une des premières comédies musicales de Frank Capra que le nouveau Studio Saint-Séverin a eu l'excellente idée de présenter.

Apparemment, il y a, dans ce film, toutes les ficelles du genre romanesque : la fille d'un milliardaire qui saute d'un yacht pour rejoindre son fiancé, un journaliste sans argent qui fait la connaissance de cette fille de milliardaire, un amour (bien entendu très pur) unit les deux personnes et le film s'étire allégrement en une suite de nombreuses péripéties ; enfin, le tout se termine par un coup de théâtre qui n'est autre qu'un faux mariage avec le fiancé officiel et une réelle échappée vers le bonheur avec le journaliste romantique.

Mais en réalité, au-delà de la simplicité apparente du sujet, il y a comme une sorte de tour de force en profondeur, une manière d'écrire une histoire intimiste avec la verve, l'humour et le talent que Capra développera plus tard dans d'autres films.

C'est une technique sans surprises, sans calligraphie aucune ; l'humilité du metteur en scène sert un scénario qui est construit d'une façon inflexible ; nous tombons, chaque fois, avec une complicité qui s'avoue dans les pièges d'une histoire dont on devine pourtant les rouages à chaque séquence.

Pierre Uytterhoeven.

## Télévision

### Une soirée exceptionnelle

DIRE que des émissions telles que « La Caméra exploite le temps » suffisent à racheter les flots d'insipidité que la T.V. déverse semble un peu exagéré, mais il faut reconnaître que cette « Affaire Calas » avait toutes les qualités requises pour faire oublier le reste.

Comment ne pas se réjouir de voir Voltaire mener victorieusement campagne contre la plus désespérante tare de l'humanité : l'intolérance et ses conséquences souvent atroces : le fanatisme, qu'il soit religieux, politique ou ethnique. Si le premier a disparu — ou presque — de France, on ne peut pas en dire autant des suivants. La « grosse gégène » a remplacé la roue, les moyens se sont mis au goût du jour, mais le crime reste le même : l'étréité d'esprit élevée au rang de « vraie foi ».

Comment ne pas faire le rapprochement entre les « Pénitents blancs », du XVIII<sup>e</sup> siècle, et le très actuel Ku-Klux-Klan ? Ce point doit sans doute beaucoup à l'excellente mise en scène de Stelio Lorenzi, et on ne saurait que l'en féliciter.

Pierre Asso, dans le rôle de Voltaire, laissera sans nul doute une trace indélébile de qualité et de maestria, tant son interprétation fut proche de la perfection.

Si l'opinion publique, grâce à Voltaire, a pu réhabiliter Calas et, plus tard grâce à Zola, Dreyfus, on peut se demander dans quelle mesure elle pourrait être réveillée grâce à la T.V., car ce ne sont pas les Calas qui manquent...

On demande des Voltaire... pas des Malraux ou des Papon.

Criticus.